

2M11.2599.7

Université de Montréal

Le mouvement des non-alignés en tant que groupe de pression

par

Charles Tremblay

Département de science politique

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade de  
Maître ès sciences (M.Sc.)  
en science politique

Mai, 1997

Charles Tremblay



JA  
39  
U54  
1997  
U.024

1997 2 JUL

Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

Le mouvement des non-alignés en tant que groupe de pression

présenté par:

Charles Tremblay

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Madame Diane Ethier, président-rapporteur

Monsieur Bahgat Korany, directeur de recherche

Monsieur Jean-Philippe Thérien, membre du jury

Mémoire accepté le : 14.05.97

## SOMMAIRE

L'étude de la coopération internationale nous place devant deux difficultés. La première provient du fait que les explications à ce sujet sont émises à partir d'écoles de pensées différentes (réalisme, libéralisme et marxisme) et ne peuvent donc pas être considérées comme des réponses universelles à la coopération internationale. La deuxième, est que les réponses apportées par chacune des écoles de pensées n'explique pas tous les cas de coopération internationale de manière satisfaisante.

Un des cas de coopération internationale souffre des deux difficultés que nous venons de présenter. Il s'agit de la coopération entre les États membres du groupe des non-alignés. Afin de mieux rendre compte de ce cas, nous avançons qu'il est possible d'expliquer cette coopération en considérant ce groupe d'États comme un groupe de pression. Pour y parvenir, nous devons d'abord vérifier si ce groupe d'États répond aux six critères qui permettent l'identification d'un groupe de pression. Ces derniers sont qu'il doit exister une communauté organisée, qu'elle doit avoir un ou plusieurs intérêt(s) commun(s), qu'elle doit faire de la pression, que cette pression doit viser le pouvoir, que la pression se fasse dans un cadre juridique et que le groupe soit autonome par rapport au pouvoir. Une fois que nous aurons démontré que ce groupe d'États peut être considéré comme un groupe de pression, nous l'étudierons comme s'il en est un, à l'aide d'une grille d'analyse réservée à l'étude des groupes de pression. Nous étudierons donc les fondements politiques, économiques et psychologiques du groupe ainsi que ses manifestations et sa composition. Nous nous sommes penchés sur deux périodes bien déterminées pour l'application de cette grille d'analyse : de la Conférence de Bandoung en 1955 à celle de Belgrade en 1961 ; puis, de la Conférence de Belgrade en 1989 à celle de Jakarta en 1992. Nous avons concentré notre étude sur trois questions auxquelles le groupe s'intéressait : décolonisation, développement économique et sécurité mondiale.

Pour bien inscrire notre recherche dans la réalité politique en évolution, nous avons cerné les changements majeurs entre les deux périodes avant d'aborder l'étude de la deuxième période (1989-1992). Le système bipolaire ayant disparu, nous avons émis des hypothèses sur le maintien des PNA : le changement possible dans les thèmes retenus, la difficulté d'exercer la pression, la possibilité de rester viable. Notre première hypothèse pleinement confirmée, la deuxième, partiellement et la troisième, infirmée, nous avons pu préciser notre explication et la confronter à celles d'autres écoles concurrentes en relations internationales.

Ainsi, nous avons pu exposer plus clairement les résultats et les apports de notre recherche. Quant aux résultats, nous démontrons qu'il est possible d'étudier le groupe des États non-alignés comme un groupe de pression. Cette constatation nous permet de mieux expliquer la coopération internationale dans le cas du non-alignement, d'utiliser un cadre de recherche préétabli et d'appliquer cette méthode à d'autres cas similaires tels celui du groupe des 77.

## TABLE DES MATIÈRES

IDENTIFICATION DU JURY	p.i
SOMMAIRE	p.ii
TABLE DES MATIÈRES	p.iii
LISTE DES TABLEAUX	p.iv
INTRODUCTION	p.1
CHAPITRE 1 : LE MOUVEMENT DES PAYS NON-ALIGNÉS EN TANT QUE GROUPE DE PRESSION	p.8
1. Le mouvement des Pays non alignés : un bref historique	p.8
2. Vérification des critères d'admissions	p.9
2.1 Une communauté organisée	p.9
2.2 Un intérêt commun	p.14
2.3 L'exercice d'une pression	p.17
2.4 Le pouvoir comme cible privilégiée	p.19
2.5 La nécessité d'un cadre juridique	p.22
2.6 L'autonomie par rapport au pouvoir	p.23
CHAPITRE 2 : MÉTHODE PARTICULIÈRE D'ANALYSE APPLIQUÉE À LA PÉRIODE 1955-1961	p.26
2.1 L'analyse du contenu	p.31
2.2 Les fondements	p.34
2.2.1 Les fondements politiques	p.34
2.2.2 Les fondements économiques	p.37
2.2.3 Les fondements psychologiques	p.38
2.3 La composition et la manifestation du groupe	p.40
2.3.1 Les structures	p.40
2.3.2 La typologie du groupe	p.42
2.4 Les rôles ou fonctions	p.43
CHAPITRE 3 : LES CHANGEMENTS DANS LE SYSTÈME INTERNATIONALE	p.45
3.1 Le système bipolaire	p.46
3.1.1 La théorie	p.46
3.1.2 La pratique	p.48
3.1.3 Impact du système bipolaire sur les non-alignés	p.51
3.2 Le système international au cours des années 1989-1992	p.43
3.2.1 Quelques faits	p.43
3.2.2 Nos conclusions sur le système international	p.57
3.2.3 Hypothèses sur les impacts possibles	p.58

CHAPITRE 4 : MÉTHODE PARTICULIÈRE D'ANALYSE APPLIQUÉE À LA PÉRIODE 1989-1992	p.60
4.1 Analyse de contenu	p.63
4.2 Impacts sur les fondements	p.66
4.2.1 Les fondements politiques	p.66
4.2.2 Les fondements économiques	p.69
4.2.3 Les fondements psychologiques	p.71
4.3 La vérification des hypothèses	p.73
4.4 Le retour des non-alignés et les nouveaux problèmes	p.75
4.4.1 La justification de la troisième hypothèse	p.75
4.4.2 Les nouveaux enjeux	p.76
CONCLUSION	p.81
BIBLIOGRAPHIE	p.89
ANNEXES	
I Liste des pays membres en 1961 et en 1989 et liste des conférences au sommet	p.92
II Structure organisationnelle des États non alignés	p.93
III Les critères d'admission pour être membre des M.P.N.A	p.94
IV Les dix principes de base du non-alignement	p.95
V Recommandations de la conférence sur les territoires coloniaux portugais d'Afrique	p.96

## **LISTE DES TABLEAUX**

- Tableau I : Points ou déclarations retenus pour chacun des thèmes pour les deux conférences (Bandoung et Belgrade)p.28.
- Tableau II : Importance relative de chacun des thèmes retenus p.33.
- Tableau III : Points ou déclarations retenus pour chacun des thèmes pour les deux conférences (Belgrade et Jakarta) p.61.
- Tableau IV : Importance relative de chacun des thèmes retenus p.64.



## INTRODUCTION

Comme en témoigne la littérature abondante sur le sujet, la coopération internationale est un phénomène d'une grande importance. Ceci est dû en grande partie à la présence d'intérêts communs et au rapprochement des États causé par l'explosion dans le domaine des communications. Dans l'étude de la coopération internationale, il existe plusieurs approches qui rendent compte de cas particuliers ou d'un ensemble restreint de situations de coopération inter-étatique. La diversité des explications apportées par ces différentes approches pose deux problèmes. D'une part, il n'est pas possible d'en arriver à une théorie unifiée à partir des explications qui proviennent d'écoles de pensées différentes. S'il était possible de le faire, on pourrait obtenir une banque de réponses qui correspondraient à peu près à tous les cas de coopération inter-étatique. Toutefois les différences, parfois fondamentales, qui existent entre ces écoles de pensées nous empêchent d'accéder à une théorie unifiée qui engloberait presque tout. D'autre part, les apports des différentes écoles de pensée ne sont pas exhaustifs et n'arrivent pas à expliquer toutes les situations de coopération internationale. Certaines occurrences particulières de coopération internationale ne sont tout simplement pas expliquées ou au plus, l'explication est inadéquate ou insatisfaisante. Nous tenterons donc de trouver une autre approche que celles présentement utilisées par les études sur les relations internationales pour expliquer un cas particulier de coopération internationale.

Le phénomène auquel nous faisons allusion ici est celui de la coopération entre les États membres du mouvement des pays non-alignés. Pourquoi avons-nous besoin d'effectuer cette recherche et de connaître les résultats qu'elle propose dans ce cas particulier? Tout d'abord, la politique de puissance (power politics) ou de gains relatifs parviendrait difficilement à expliquer l'existence de ce mouvement (H. Morgenthau 1977, R. Aron 1984, K.N. Waltz 1979 etc...). L'interdépendance économique ou asymétrique (Robert Keohane 1978) ainsi que la notion de régime international (Arthur, A. Stein 1983) ne nous aident pas beaucoup non plus. De plus, la coopération inter-étatique est un phénomène que les approches marxistes semblent avoir négligé

comparativement à plusieurs autres approches utilisées en relations internationales (I. Wallerstein 1984, Robert, W. Cox 1990). Bref, l'ensemble des approches en relations internationales n'explique pas ou explique mal le phénomène de coopération inter-étatique dans le cas des pays non alignés.

Ensuite, pour la grande majorité des études faites sur le non-alignement, les chercheurs sont partis de l'existence du mouvement des pays non alignés pour cerner les raisons qui ont amené sa fondation. Ce genre de démarche sous-entend une logique particulière où on part d'une réponse (l'existence du mouvement) pour déduire des questions possibles auxquelles l'existence du mouvement répondra. Il en résulte, que ces études font le cheminement inverse d'une recherche, à savoir partir d'une question, établir un cadre et une méthode de recherche pour en arriver à une réponse plutôt que de faire de la déduction du genre : le groupe donc... Selon nous, les questions que les chercheurs devraient se poser par rapport au non-alignement devraient plutôt être du style: les éléments x, y et z (décolonisation, économie et sécurité internationales dans notre cas) sont-ils à la base de la formation de ce mouvement? Par conséquent, nous devrions chercher à déterminer s'il existe un autre moyen d'expliquer ce phénomène de coopération ainsi que certains autres cas qui s'apparentent à celui des États non alignés comme celui du groupe des 77. Nos lectures faites sur le non-alignement et sur les groupes de pression nous ont amené à constater certaines ressemblances entre le groupe des pays non alignés et un groupe de pression. De là notre question de recherche: le groupe des pays non alignés peut-il être considéré comme un groupe de pression et si oui, son existence peut-elle être expliquée par les approches réservées à l'étude des groupes de pression?

Pour sortir des sentiers battus, nous croyons avoir trouvé dans les approches réservées à l'étude des groupes de pression une méthode qui comporte plusieurs avantages pour étudier les pays non alignés. Premièrement, les théories utilisées par les approches réservées à l'étude des groupes de pression ont de grandes affinités avec les théories réservées à l'étude des relations

internationales de sorte que les premières sont compatibles avec les secondes. Comme nous le verrons au deuxième chapitre, l'étude des groupes de pression utilise trois grandes approches : marxiste, pluraliste et élitiste. C'est dernière, nous le verrons dans la conclusion, trouvent respectivement leur pendant dans les théories marxistes, libérales et réalistes pour l'étude des relations internationales. La compatibilité théorique fait en sorte qu'on peut étudier le mouvement des pays non alignés selon les approches réservées à l'étude des groupes de pression sans dévier radicalement des théories pour l'étude des relations internationales. C'est ainsi que notre analyse pourrait établir un pont entre des problématiques internationales et des concepts de l'analyse politique interne.

En effet, cette conceptualisation des pays non alignés comme un groupe de pression permet à chacune des écoles de pensée en relations internationales de préciser sa définition de la coopération internationale, les notions qui s'y rattachent et les diverses modalités par lesquelles chacune d'elles s'exprime. Toutes les écoles de pensée pourront, de façon plus satisfaisante, rendre compte d'un plus grand nombre de cas de coopération inter-étatique qu'il ne leur était jusqu'alors possible. La question spécifique de notre recherche est : le mouvement des États non alignés peut-il être étudié en le considérant comme un groupe de pression? Nous allons démontrer que oui et nous soutiendrons que l'application des approches réservées à l'étude des groupes de pression peut expliquer la coopération dans le cas des États membres du mouvement des pays non alignés.

Notre hypothèse soutient qu'on peut considérer le mouvement des États non alignés comme un groupe de pression. Brièvement, nous confronterons le mouvement des États non alignés aux six critères d'inclusion utilisés par la plupart de ceux qui font l'étude des groupes de pression. Ces critères ou indicateurs sont : 1) le mouvement doit être organisé; 2) il doit avoir un ou plusieurs intérêt(s) commun(s); 3) il doit faire la promotion ou la défense de cet ou de ces intérêt(s) par des actes concrets (faire de la pression); 4) il doit cibler en priorité le pouvoir

politique; 5) il doit effectuer sa pression dans un cadre juridique et 6) il doit être autonome par rapport au pouvoir. Une fois cette confrontation effectuée, nous pourrions analyser le mouvement des États non alignés comme un groupe de pression.

Notre travail indique que l'utilisation des approches réservées à l'étude des groupes de pression pourrait bien expliquer le mouvement des États non alignés. Toutefois, certaines nuances s'imposent. En premier lieu, ce travail ne prétend pas rivaliser avec les explications d'autres écoles de pensée en relations internationales. Il se propose plutôt d'être des ajouts à celles-ci. Cette recherche veut enrichir les écoles de pensée actuelles et apporter de «l'eau au moulin» aux multiples débats qui existent déjà entre elles. En second lieu, même si intuitivement il est intéressant de considérer les pays non alignés comme un groupe de pression, une démonstration plus exhaustive reste à faire. La dynamique des groupes de pression semble s'appliquer aux pays non alignés; cependant, nous devons vérifier de très près si les approches consacrées à l'étude des groupes de pression peuvent expliquer la coopération de ces pays.

Pour ce travail, nous procéderons de la manière suivante : dans la première partie du travail, nous vérifierons si le mouvement des États non alignés répond aux critères d'éligibilité pour être considéré comme un groupe de pression. Ainsi, il doit s'agir d'une communauté organisée, avec au moins un intérêt commun et, qui doit avoir entrepris des actes de pression. Ces trois premiers critères établis, nous pourrions directement les vérifier en consultant la littérature qui traite des pays non alignés. Par rapport aux deux prochains critères d'admissibilité, nous aurons recours à des modifications mineures qui, sans changer la dynamique des approches pour l'étude des groupes de pression, tiennent davantage compte des réalités en relations internationales. Ainsi, quant au critère qui veut que la pression soit exercée sur le pouvoir, nous vérifierons s'il existe un centre de pouvoir en relations internationales. Nous verrons que le mouvement peut faire pression soit sur un gouvernement particulier, soit sur les grandes

puissances du système international mais que, dans les deux cas, il s'agit bien là de centres de pouvoir.

Pour ce qui est du cinquième critère qui veut que la pression se déroule dans un cadre juridique, il nous faut encore une fois apporter une modification. Nous n'allons pas débattre la notion de droit international pour tenter d'imposer le fait qu'il y a, en relations internationales, un cadre juridique. Toutefois, il existe manifestement des balises en relations internationales, des règles du jeu et nous allons remplacer la notion de cadre juridique par celle de cadre systémique. Dans la mesure où un cadre juridique précise ce qui est permis et ce qui ne l'est pas, la position qu'occupe un État ou un groupe d'États dans un système international lui fournit aussi un cadre qui l'empêche de faire certaines choses et lui permet d'en faire d'autres. Bien qu'elle soit moins explicite et formelle la notion de système est donc similaire à celle de cadre juridique. Elle tient davantage compte des réalités en relations internationales et ne change pas la dynamique des approches réservées à l'étude des groupes de pression.

Concernant le dernier critère (l'indépendance du mouvement vis-à-vis le pouvoir) nous verrons si le mouvement a bel et bien conservé une marge d'autonomie non pas par rapport au pouvoir politique en général, mais par rapport à l'influence des grandes puissances du système international ou s'il est devenu une «marionnette» de ces grandes puissances. Bref, on vérifiera si le mouvement des pays non alignés s'insère bien dans le moule de ce que l'on conçoit être un groupe de pression à savoir s'il répond aux six critères susmentionnés.

Dans la deuxième partie du travail, nous procéderons à l'analyse du mouvement des États non alignés comme s'il s'agissait d'un groupe de pression, c'est-à-dire à l'aide des outils qu'utilisent les spécialistes qui étudient les groupes de pression. Pour faire cette analyse, nous nous pencherons sur deux périodes bien déterminées. Nous étudierons la période de la naissance du mouvement (de la Conférence de Bandoung en avril 1955 à la Conférence de Belgrade en

septembre 1961) et nous étudierons la période de la fin de la guerre froide (Conférence de Belgrade en 1989) jusqu'à la Conférence de Jakarta en 1992 pour vérifier la continuité du mouvement à travers les changements dans le système international. La période de naissance envisagée ici est la même que plusieurs auteurs reconnaissent. Ce serait à la Conférence de Bandoung que l'idée du non-alignement aurait pour la première fois été explicitement élaborée et c'est à la Conférence de Belgrade que le tout s'est concrétisé et que l'on a assisté à la mise sur pied formelle du mouvement.

Enfin, nous concentrerons notre étude sur trois questions sur lesquelles le mouvement des États non alignés se penchait. Il s'agit des questions de la décolonisation, du développement économique et de la sécurité mondiale. Ces thèmes sont choisis parce que c'est à partir de ceux-ci que s'est formé le mouvement des États non alignés et ce sont là des thèmes qui, jusqu'à leur résolution, sont restés ou resteront les plus importants aux yeux du mouvement si on se fie aux communications officielles de ce dernier et à la littérature qui traite des non-alignés. Nous pourrions ainsi comparer dans le temps (entre les deux périodes) si ces questions restent importantes pour le mouvement.

En résumé, dans le premier chapitre, nous ferons la démonstration que le mouvement des États non alignés satisfait aux critères d'admission pour être considéré comme un groupe de pression en tenant compte des modifications dont nous avons déjà discutées. Dans le second chapitre, nous analyserons le mouvement des États non alignés comme s'il s'agissait d'un groupe de pression et ce, pour la période de la naissance du mouvement et pour chacun des trois thèmes retenus (décolonisation, développement économique et sécurité mondiale). Dans le troisième chapitre, nous identifierons les changements majeurs qui se sont produits entre la période de la naissance du mouvement et la période post guerre froide surtout en ce qui concerne le système international. Dans le quatrième chapitre, nous analyserons le mouvement des non-alignés pour la période post guerre froide de la même façon et avec les mêmes thèmes que pour la période de

la naissance du mouvement et nous comparerons ces deux périodes. Dans le cinquième et dernier chapitre, nous confronterons l'explication que nous proposons avec celles d'autres écoles concurrentes en relations internationales.

La pertinence scientifique de ce travail est premièrement d'établir une méthode qui permettra de découvrir clairement les éléments qui sont à la base de la formation d'un tel regroupement d'États (éléments qui expliquent leur coopération). Deuxièmement, cette méthode donne un cadre précis à une telle recherche. Enfin, cette méthode permet d'étudier d'autres communautés du genre. Au niveau social, l'accès à une méthode d'analyse précise pour étudier ce genre de regroupement d'États est un outil indispensable aux décideurs politiques qui ont affaire à ce genre de regroupement d'États; il leur aidera à comprendre ce qui sous-tend un tel groupe, à en prévoir les stratégies et à définir leur propre position.

## CHAPITRE 1

# LE MOUVEMENT DES NON-ALIGNÉS EN TANT QUE GROUPE DE PRESSION

### 1- Le Mouvement des pays non alignés : un bref historique.

Bien que l'histoire du Mouvement des pays non alignés (MPNA) est relatée tout au long de ce travail, il convient de présenter un bref historique du mouvement afin de mieux situer le lecteur. Le MPNA est officiellement né à la conférence de Belgrade en 1961 mais il trouve ses racines à la conférence de Bandoung en 1955. L'objectif principal de la conférence de Bandoung était de dénoncer le colonialisme. De cette conférence s'ensuit la première unanimité politique contre la doctrine du colonialisme. Outre l'unanimité politique créée par cette conférence, cette dernière voit naître un lien d'amitié et une prise de conscience des intérêts communs que se partagent les trois principaux acteurs qui conduiront à la naissance du groupe.

Il s'agit premièrement de Tito pour qui la rupture de la Yougoslavie avec le bloc communiste ne doit pas conduire son pays vers une intégration au bloc occidental. Deuxièmement, Nehru veut toujours préserver l'Inde du conflit Est-Ouest. Enfin, le nationaliste Nasser cherche à consolider l'indépendance de l'Égypte, indépendance qui se trouve menacé par le conflit Est-Ouest.

C'est dans l'île de Brioni en juillet 1956 que ces derniers jetteront les bases du MPNA. S'en suivra plusieurs rencontres entre ces trois dirigeants qui conduira à la première conférence du MPNA à Belgrade en 1961. Depuis, le MPNA est passé de 25 États membres en 1961 à 102 en 1989 et il s'est produit 10 conférences au sommet du MPNA<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Voir annexe 1 pour la liste des membres et des conférences au sommet.



## **2- Vérification des critères d'admissions.**

Un groupe de pression se définit selon certains critères dont le nombre varie selon les auteurs. Nous retiendrons les critères communément admis dans la littérature qui traite des groupes de pression et nous vérifierons, pour la démonstration, si le mouvement des pays non alignés (MPNA) répond à ces critères. Ceci constituera notre première preuve pour démontrer que le mouvement des PNA peut être considéré comme un groupe de pression. De façon générale, trois critères sont retenus pour que l'on puisse considérer un groupe comme un groupe de pression soit : 1- la constitution d'une communauté organisée; 2- le partage d'un intérêt commun; 3- l'exercice d'une pression. Mais afin de rendre le test plus rigoureux, nous en ajouterons trois autres soit : 1- le groupe doit avoir le pouvoir comme cible privilégiée; 2- il doit exercer sa pression dans un cadre juridique; 3- il doit être autonome par rapport au pouvoir.

### **2.1 Une communauté organisée**

Le premier des trois critères de base (ceux généralement admis) est l'existence d'une communauté organisée. Peu d'auteurs nous donnent une définition précise de ce qu'est une telle communauté mais il est généralement admis qu'une communauté organisée «...se distingue d'un simple mouvement spontané et éphémère»<sup>2</sup>. À partir de cette distinction entre organisation et mouvement spontané, nous définissons une communauté organisée comme étant un ensemble de mécanismes (groupe de coordination, de travail et/ou conseil permanent, tenue de réunions régulières, notion d'adhésion [membership] etc...) qui assurent la continuité, une certaine cohésion, la représentation et la reconnaissance du groupe.

---

<sup>2</sup> Basso, Jacques A., Les groupes de pression, Presses universitaires de France, Collection Que sais-je?, 1983, p. 11-12.

La littérature traitant des États non alignés indique abondamment que ce regroupement utilise «l'ensemble des mécanismes» nécessaires pour s'afficher comme une communauté organisée. Peter Willetts<sup>3</sup>, entre autres, signale l'institutionnalisation continue du mouvement depuis sa fondation. Plusieurs auteurs n'ont aucune difficulté à illustrer par un organigramme les structures organisationnelles de ce mouvement<sup>4</sup>. D'autres soulignent que cette institutionnalisation se trouve renforcée par la tenue de réunions régulières : «...they decided to hold meetings on a regular basis at a variety of levels of representation»<sup>5</sup>. De plus, l'élaboration par le mouvement (à la Conférence du Caire en juin 1961) de critères d'admission pour y adhérer lui a permis de se reconnaître et de se faire reconnaître<sup>6</sup>. Ainsi, pour P. Willetts, «The group of countries has enough sense of its own identity to refer to its «members» and to call itself the Non-Aligned Movement»<sup>7</sup>. L'inverse est aussi vrai; se reconnaître comme un non-membre du mouvement, c'est aussi reconnaître le mouvement. Pour aller plus loin dans la reconnaissance du mouvement, Y. Etinger note que «Though not having any official status at the U.N., the group of Non-Aligned Countries and its coordinating Bureau are given de facto recognition and their activities at the U.N receive as much backing from its Secretariat as those of other groups»<sup>8</sup>. L'application d'un ensemble de mécanismes assure donc, en premier lieu, la continuité et la reconnaissance du mouvement.

Quant à la cohésion, celle-ci est assurée en grande partie par le Bureau de coordination des non-alignés. Sur ce, R.L. Jackson note que «Whatever it (le Bureau de coordination) recommends is likely to be accepted in order to avoid further acrimony at the higher level»<sup>9</sup>. Pour aller plus loin, P. Willetts démontre que les votes pris par les pays membres du mouvement

<sup>3</sup> Willetts, Peter, *The NonAligned Movement*, Nichols Publishing co., New York, 1978, p. 37 à 43.

<sup>4</sup> Voir annexe I pour un exemple d'organigramme.

<sup>5</sup> Ibid., p.36.

<sup>6</sup> Voir annexe II pour les critères d'admission.

<sup>7</sup> Ibid., p.44.

<sup>8</sup> Etinger, Y., *NAM History and Reality*, Allied Publishers Private Limited, New Delhi, 1987 p.79.

<sup>9</sup> Jackson, Richard L., *The Non-Aligned, The U.N. and the Superpowers*, Praeger Scientific, Toronto, 1983, p.54.

aux Nations Unies sont suffisamment semblables pour venir appuyer l'affirmation qu'il y a bel et bien une cohésion entre les PNA. En effet, par un calcul statistique sophistiqué que nous ne reprendrons pas ici, Willetts établit un système de pointage de cohésion dans les habitudes de vote entre toutes les paires des pays membres du mouvement des pays non-alignés. Selon ce système, la cohésion peut être grande ou petite. Ainsi, à la seizième session des Nations-Unies, Willetts découvre que, dans 99,7% des cas, la cohésion était grande (dans 99,7% des cas, une paire d'États membres des non-alignés a voté de la même manière<sup>10</sup>). La cohésion (un autre élément censé d'assurer notre ensemble de mécanisme) est donc bel et bien existante dans le regroupement des non-alignés.

Enfin, la continuité, la reconnaissance et la cohésion font en sorte que les pays non alignés (PNA) peuvent s'afficher comme un groupe reconnu. À l'appui de ce fait, R. L. Jackson affirme que «In a more general sense, the NAM (*Non-Aligned Movement*)...has already evolved into an important lobby, considered by outsiders to be the largest U.N. voting bloc»<sup>11</sup>. Le regroupement des non-alignés constitue donc une communauté organisée, telle que nous l'avons définie plus haut. Mais pour le prouver hors de tout doute, voyons rapidement quels sont les mécanismes en question (l'organisation que cela sous-tend) qui assurent la continuité, la cohésion, la reconnaissance et la représentation du groupe.

Le mécanisme de fonctionnement de cette organisation mérite une brève présentation. Même si, dans sa structure organisationnelle, il n'y a pas une hiérarchie rigide ou des différenciations formellement établies entre les institutions politiques de base de sorte que «The movement, however, has no charter, no constitution, no formal rules of procedure»<sup>12</sup>. Cela ne signifie pas qu'il y a une absence totale de hiérarchie ou de différenciation des rôles; il y en a et

---

<sup>10</sup> Willetts, P., Op. cit., p. 96

<sup>11</sup> Jackson, R. L., Op. cit., p.54.

<sup>12</sup> Jankvitsh, O. and K. P. Sauvart, *The Third World Without Superpowers*, Vol.1, Oceanian Publications Inc., Dubbs Ferry, New York, 1978, P.1.

ceci est observable. Le groupe des non-alignés demeure un ensemble très bien organisé si l'on se fie à ces mêmes auteurs ainsi qu'à plusieurs autres.

Bien qu'elle ne s'appuie sur aucune constitution écrite, il y a au sommet de cette organisation, les Conférences des Chefs d'États ou de gouvernements des pays non alignés (Conférences de sommet). Ces conférences servent à établir la stratégie à suivre pour le non-alignement. On y discute des positions à prendre aux Nations-Unies et elles donnent lieu à la résolution de problèmes entre pays membres car ce sont là des occasions où les pays peuvent aussi discuter sur une base bilatérale. Parallèlement à ces dernières, il peut y avoir des conférences *ad hoc* de haut niveau politique (au niveau des chefs d'États ou de gouvernement) pour traiter de sujets ponctuels. Elles proviennent de l'initiative de certains pays membres. Ce fut le cas notamment de la Conférence sur le problème du développement économique au Caire en 1962 et de la Conférence des pays en voie de développement sur les matières premières à Dakar en 1975.

À l'exception de conférences *ad hoc*, les conférences au sommet se tiennent à tous les trois ans au cours desquelles on nomme un Président coordonnateur du mouvement. À chaque conférence au sommet depuis 1970, c'est l'État hôte qui est nommé coordonnateur de l'événement et assure la présidence du mouvement jusqu'à la prochaine conférence au sommet. Le rôle de ce dernier est de prendre «...all necessary steps to maintain contacts among member states, ensure continuity, and carry into effect the decisions, resolutions and directives of the Conference of Non-Aligned Countries»<sup>13</sup>.

Le deuxième forum politique en importance pour le mouvement est celui des Conférences des Ministres des affaires étrangères des pays membres. Elles se tiennent

---

<sup>13</sup> O. Jankovitsh et K.P. Sauvart, Op. cit., p.XI.

habituellement quelques mois avant les Conférences au sommet. L'objectif premier de la Conférence des Ministres est de «...review, co-ordinate and stimulate the work of the movement»<sup>14</sup>. Cette conférence sert aussi à préparer la Conférence au sommet qui la suit peu de temps après.

Durant les périodes entre ces différentes conférences, le mouvement est présent aux Nations-Unies et le Bureau de coordination des États non alignés est actif. Le rôle du Bureau de coordination fut ainsi défini à la Conférence d'Alger en 1973 et il est de

«Make preparations on the matters of substance for the next conference of ministers of foreign affairs to be held; coordinating the activities and positions of Governments, particularly in the United Nations; supervising and facilitating the discharge of the responsibilities incumbent upon the various members with regard to the Action Program for Economic co-operation among Non-Aligned Countries»<sup>15</sup>.

Le Bureau de coordination est composé de représentants et compte jusqu'à vingt-cinq pays. Ils se rencontrent à deux paliers : au niveau des Ministres des affaires étrangères ou représentants spéciaux d'un gouvernement qui, eux, se réunissent une fois l'an ou au besoin; sur une base mensuelle, au niveau de représentants permanents des PNA aux Nations Unies à New York. C'est lors des Conférences au sommet que le mandat et la composition du Bureau sont renouvelés. C'est en quelque sorte le comité exécutif qui organise et coordonne les activités quotidiennes du groupe.

Enfin, il y a les groupes de travail, d'experts, les comités etc... qui gravitent autour de cette structure de base et qui ont comme tâche principale d'aider les pays coordonnateurs (les pays travaillant au sein du Bureau de coordination) à remplir leurs fonctions en leur fournissant

---

<sup>14</sup> Ibid., p.XI.

<sup>15</sup> O. Jankovitsh, et K. P. Sauvart, Op. cit., p. XII

des informations sur divers sujets sur lesquels ces derniers travaillent. En conclusion, nous le répétons, le MPNA forment bel et bien une communauté organisée. Vérifions maintenant si, au sein de cette l'organisation des PNA, il y a un ou plusieurs intérêts communs au mouvement.

## 2.2 Un intérêt commun

Le problème qui surgit pour vérifier s'il y a un ou plusieurs intérêt(s) commun(s) qui entoure(ent) le mouvement est de s'entendre sur ce qu'est un intérêt. Il est surprenant qu'aucun auteur qui traite des groupes de pression ne semble en donner une définition précise. Ce qui pousse Graham Wooton à se poser la même question à savoir : «...well, what is an interest?»<sup>16</sup> sans qu'il puisse lui non plus nous donner une définition. J-A Basso distingue entre intérêt moral et matériel sans toutefois en donner la définition; il se contente de dire que l'intérêt prend «...tout son relief, toute son importance, quelle que soit sa nature, à partir du moment où le groupe entend, par un certain nombre de stratégies et de moyens, préserver, défendre cet intérêt»<sup>17</sup>. Pour sa part, Jean-Marie Denquin établit un lien direct entre la notion d'intérêt et celle d'un objectif politique propre au groupe<sup>18</sup>. Faut-il en déduire qu'un intérêt est un objectif politique propre? Si c'est le cas, alors pourquoi ne définit-il pas ce qu'est un tel objectif? Ceci ne nous aide guère. Il précise par ailleurs que, pour avoir un intérêt réel l'organisation ne doit pas être «...neutre où indifférente vis-à-vis de son activité de pression»<sup>19</sup>. Ainsi, il ne fait qu'établir une distinction entre les groupes de pression et ceux qui louent leur service à des organisations politiques.

Nous devons donc élaborer notre propre définition de travail de ce qu'est un intérêt. Un intérêt est «ce qui importe, ce qui convient à quelqu'un (dans quelque domaine que ce soit)»

<sup>16</sup> Wooton, Graham, *Interest Groups*. Foundation of Modern Political Science Series, Prentice Hall, Englewood Cliffs, 1990, p.18.

<sup>17</sup> Basso, J.A., Op., cit, p.13.

<sup>18</sup> Denquin, Jean-Marie, *Science politique*, Presses universitaires de France, 1ère édition, Paris, 1985, p.386.

<sup>19</sup> Ibid., p.386

(Petit Robert). Afin de rendre observable «ce qui importe et ce qui convient», nous définissons un intérêt comme étant un ensemble de principes, de normes et/ou d'objectifs qui reflètent ce qu'un individu ou un groupe trouve convenable à ses besoins, ce à quoi il accorde de l'importance. La vaste documentation sur le MPNA nous permet de découvrir qu'ils partagent un intérêt principal qui n'exclut pas certains autres intérêts. Cet intérêt est celui de l'exercice de leur liberté de choix (leur souveraineté totale) quant à leur position face à la domination des grandes puissances et à l'importance accordée au conflit Est-Ouest aux dépens des problèmes auxquels les PNA font face.

Cet intérêt de «liberté de choix» que nous appellerons ici celui de l'exercice de la souveraineté totale renferme plusieurs «sous-intérêts». Une liste de ces derniers a pratiquement été dressée au sommet de Lusaka en septembre 1970. On y déclarait que les objectifs du non-alignement étaient

«La recherche de la paix mondiale et de la coexistence pacifique par le renforcement du rôle des pays non alignés au sein des Nations Unies, la lutte contre le colonialisme et le racisme...l'arrêt de la course aux armements suivie du désarmement universel; l'opposition aux pactes militaires entre grandes puissances; l'opposition à l'implantation de bases militaires étrangères et à l'installation de troupes étrangères sur le territoire d'autres nations dans le contexte de conflit entre grandes puissances, de la répression coloniale et du racisme; l'universalité des Nations Unies et la décision de renforcer son efficacité; la lutte pour l'indépendance économique et la coopération mutuelle sur la base d'égalité et d'avantage réciproque»<sup>20</sup>.

Ces objectifs «...vont être réaffirmés tout au long de l'histoire du non-alignement»<sup>21</sup> même si l'importance qui est accordée par le mouvement à chacun d'entre eux varie au cours de son histoire (c'est ce que nous verrons en comparant les deux périodes étudiées). Ce sont là des

<sup>20</sup> Recueil de documents, Nouvel ordre mondial et non-alignement, Bandoung/Baghdad, 1955-1982, Éditions du monde arabe, Paris, 1982, p.88.

<sup>21</sup> **Braillard, Philippe**, Mythe et réalité du non-alignement, Presses universitaires de France, Paris, 1987, p.31.

principes, des normes et des objectifs qui expriment ce que le mouvement trouve digne d'attention et ce à quoi il accorde de l'importance<sup>22</sup>.

Bref, ces principes, ces normes et ces objectifs résument l'intérêt de l'exercice de souveraineté totale en ce sens que par ces énoncés, le groupe dénonce la situation de domination à laquelle il est soumis et il annonce son désir de modifier cette situation de manière à ce qu'il puisse exercer sa liberté de choix. En effet, il refuse de s'engager dans la guerre froide car ceci entraînerait, pour les dirigeants de ces États, d'être soumis aux décisions des «grands» quant aux politiques stratégiques à suivre et quant aux positions à prendre. Placée dans le contexte de conflit entre grandes puissances, la lutte soutenue du MPNA contre le colonialisme et le racisme est aussi un rejet de l'ingérence de ces puissances dans leurs affaires internes car le colonialisme était «nécessaire» aux grandes puissances afin de maintenir des positions géographiquement stratégiques ce qui sous-entend une certaine forme de racisme (la supériorité des grandes puissances pour protéger les territoires coloniaux). Ce refus général de l'ingérence des grands que ce soit dans le cadre du conflit Est-Ouest, du colonialisme ou du racisme est une affirmation en faveur de la souveraineté.

L'intérêt qu'a le MPNA de faire des Nations Unies un outil plus efficace est aussi rattaché à celui de l'exercice de la souveraineté. Comme le souligne P. Willetts, l'accès d'un nouvel État aux Nations Unies «...sets the seal on its independence, with the achievement of international recognition and the granting of formal equality, one state one vote»<sup>23</sup>. De plus, les Nations Unies constituent l'outil principal qu'utilise le mouvement pour faire valoir ses revendications. Les intérêts de paix globale, de désarmement etc... sont aussi, selon moi, liés à celui de l'exercice de la souveraineté totale. En effet, c'est davantage dans un contexte de paix, que sous la menace d'agression armée, qu'un État peut librement décider de son avenir propre. Pour contrer ce genre de menace, un État peut à son tour se doter d'une machine militaire assez imposante pour

<sup>22</sup> Voir annexe III pour les principes de bases du non-alignement.

<sup>23</sup> Willetts P., Op. cit, p.21.



décourager une telle action. Toutefois, pour la grande majorité des PNA, il est impossible, faute de ressources économiques, de poursuivre un programme d'armement susceptible d'entraîner ce genre de résultat et ce malgré le fait qu'une grande partie des PNA aient engagé une grande part de leur P.I.B. pour l'armement. En effet, peu importe la proportion du P.I.B. d'un État attribuée à l'armement, si ce dernier est pauvre, la puissance militaire le sera aussi. La solution passe donc moins par un programme d'armement que par un désarmement global. Mais au même sommet de Lusaka, le mouvement se gardait l'option de s'armer en vue de se défendre face à l'ingérence des «grands». On peut ainsi lire que le mouvement s'entendait pour «safeguard international peace and security through the development of social, economic and military strength of each country»<sup>24</sup>. L'armement restait, malgré tout, une option pour s'assurer le respect des grandes puissances.

Nous pourrions commenter encore davantage sur la multitude d'intérêts que partage le MPNA. Toutefois, il nous suffit de constater l'existence réelle d'une certaine communauté d'intérêts. Ainsi, nous avons énoncé ce qui est important et digne d'attention aux yeux des membres du mouvement et nous avons démontré que ces objectifs traduisent l'intérêt de liberté de choix (l'exercice de souveraineté totale). En conclusion, force est d'admettre que le MPNA répond à notre deuxième critère d'admission.

### **2.3 L'exercice d'une pression**

Le troisième critère que le mouvement doit respecter pour être reconnu comme un groupe de pression est, évidemment, celui d'exercer de la pression. Comme l'a déjà souligné J-A. Basso, c'est dans l'exercice de la pression que l'intérêt prend tout son relief et son importance puisqu'il agit par «...des actions de pression, des actions d'influence, des interventions sur tous les points

---

<sup>24</sup> Notes de l'éditeur, *Review of International Affairs*, no 491, septembre 1970, p.25.

susceptibles d'infléchir ou de modifier la nature des intérêts défendus»<sup>25</sup>. Nous n'avons pas besoin de débattre longuement la présence ou non de pression chez les non-alignés. Il suffit tout d'abord de rappeler que pour les non-alignés, les Nations Unies étaient et sont toujours l'outil privilégié où ce mouvement exerce sa pression. De là le désir des non-alignés de renforcer les Nations Unies puisque : «The United Nations, thus, becomes simultaneously a fulcrum for non-aligned demands, justification for the movement's existence, and a gauge of its strength»<sup>26</sup>. Cette pression aux Nations Unies s'exerçait par une prise de position commune sur les différentes questions pendantes et se traduisait par des votes en bloc de la part des membres du mouvement des non-alignés. À ce propos, P. Willetts dit que, par leur vote relativement homogène, «The Non-Aligned did reach an impressive degree of cohesion and were clearly identifiable as a distinct group»<sup>27</sup>. Tel que mentionné plus haut, le nombre croissant de membres adhérant au mouvement et leur relative homogénéité lors des votes aux Nations Unies faisait en sorte que ce dernier formait, aux yeux des grandes puissances, un des lobby les plus forts aux Nations Unies.

Une autre façon d'exercer de la pression, celle-ci apparemment beaucoup moins efficace selon Philippe Braillard<sup>28</sup>, était la prise de position lors de conférences au sommet du MPNA. L'exemple de la position prise face au Portugal concernant ses territoires coloniaux d'Afrique, démontre toutefois la sévérité du langage et des moyens que le mouvement pouvait utiliser<sup>29</sup>. Quant à savoir si ces moyens pris par les non-alignés ont effectivement contribué à ce que le Portugal, à la suite d'un coup d'État militaire, abandonne ces territoires et leur octroie la souveraineté, cette question relève, encore une fois, de l'efficacité de la pression et nous avons déjà souligné que nous étudierons l'existence de la pression plutôt que son efficacité. À la

<sup>25</sup> Basso, J-A., Op. cit, p.13.

<sup>26</sup> Jackson, R. L., Op. cit, p.97. La dernière partie de cette citation fait référence à l'efficacité ou la force du groupe. Nous laissons ceci de côté puisque ça répond à la question: est-ce que la pression est efficace? plutôt que: sommes-nous en présence ou non d'un groupe de pression? c-à-d qui fait de la pression?

<sup>27</sup> Willetts, P., Op. cit, p.109.

<sup>28</sup> P. Braillard, Op. cit.

<sup>29</sup> Voir annexe IV.

lumière de ces faits, nous concluons que le MPNA exerce de la pression et satisfait au troisième critère.

#### 2.4 Le pouvoir comme cible privilégié.

Pour la majorité des auteurs, seuls les trois critères précédents sont nécessaires et suffisants pour identifier un groupe de pression, mais pour donner plus de rigueur au test effectué ici et augmenter la valeur de cette recherche, j'ajouterai trois autres critères que l'on retrouve éparpillés dans la littérature traitant des groupes de pression. Pour s'assurer du respect de ces trois critères, j'aurai recours à des clarifications qui les rendront opérationnels puisqu'il s'agit ici d'un phénomène des relations internationales. Ainsi, le quatrième critère à respecter est que le groupe doit cibler sa pression sur le pouvoir. Or le problème ici est de savoir où se trouve le pouvoir en relations internationales. Dans le cas des non-alignés, nous considérons qu'ils ont pu faire pression sur deux centres de pouvoir sur la scène internationale. Le premier et le plus facile à identifier, est celui des gouvernements particuliers. Les non-alignés ont effectivement agi sur ces derniers comme dans l'exemple du Portugal mentionné ci-haut. Cette décision des non-alignés d'exercer de la pression sur un gouvernement particulier n'appelle aucune précision puisque «...l'appareil gouvernemental envisagé sous toutes ses formes...»<sup>30</sup> est généralement retenu comme répondant à la définition d'un «centre de pouvoir» dans la littérature traitant des groupes de pression.

Il existe un deuxième centre de pouvoir politique au sein d'un système international : celui des grandes puissances. La définition d'un système international que nous utilisons est : «A system is an aggregation of diverse entities united by regular interactions according to a form of control»<sup>31</sup>. Dans un système international, ces entités diverses sont avant tout, comme l'avance

<sup>30</sup> Basso J-A., Op. cit, p.13.

<sup>31</sup> Mundell, Robert A. and Alexander K. Swoboda, Monetary problems of the international economy, Chicago University Press, 1969, p.343.

Robert Gilpin<sup>32</sup>, les États, et ces derniers entretiennent des relations entre eux. Mais comment parler de «forme de contrôle» si ce qui caractérise les relations internationales est l'absence de gouvernement? L'argument que nous utilisons ici est celui de R. Gilpin qui affirme que «...the relationship among states have a high degree of order and that although the international system is one of anarchy (i.e. absence of formal governmental authority), the system does exercise an element of control over the behavior of states»<sup>33</sup>. Cet élément de contrôle repose, selon R. Gilpin, sur la distribution de la puissance dans le système, la hiérarchie du prestige et un ensemble de règles et de droits qui gouvernent ou influencent les interactions entre États.

On comprend facilement, par cet argument, que la hiérarchie du prestige et l'établissement de règles et de droits reposent en grande partie sur la répartition de la puissance. Ainsi, ce sont les plus puissants qui ont, dans la majorité des cas, le plus de prestige et qui peuvent établir les règles et les droits du système. Ce sont donc, parallèlement aux gouvernements particuliers qui formaient le premier centre de pouvoir en relations internationales, les grandes puissances qui forment le deuxième lieu de pouvoir et c'est sur eux que les non-alignés ont agi, notamment en ce qui concerne les questions d'économie et de désarmement.

À l'appui de ce qui vient d'être avancé, la situation suivante démontre bien toute la problématique du choix de tactique de pression et du thème sur lequel le groupe désire faire pression :

«The overall trend from 1961 to 1970 shows that, while belief in disarmament and promotion of peaceful interstate relations is still honored as part of the ideology of non-alignment, this component has clearly declined from a near pacifist crusade at the beginning of the decade to being only of secondary importance at the end of the decade. Indeed, the improvement

<sup>32</sup> Gilpin, Robert, *War and change in world politics*, Cambridge University Press, Cambridge, 1981.

<sup>33</sup> R. Gilpin, Op. cit., p.28.

of international relations, which was so desired in 1961, has been found to have its disadvantages, as there is an unfortunate tendency on the part of some of the big powers to monopolize decision making on world issues that are of vital concern to all countries»<sup>34</sup>.

Dans ce cas-ci, la détente des années soixante entre le bloc de l'Est et le bloc de l'Ouest a entraîné un amoindrissement du problème de la sécurité internationale. Du même coup, la détente a provoqué une meilleure coopération entre les grandes puissances de sorte que ces dernières ont pu se pencher sur d'autres sujets tels celui de l'économie internationale. Le problème devenait donc double pour le MPNA. Ils devaient, d'une part, réaligner leurs priorités des sujets ayant trait à la sécurité internationale vers les autres sujets qui étaient débattus entre les grandes puissances. D'autre part, ils devaient faire face à l'absence de friction militaire qui engendrait une certaine coopération entre les deux blocs, ce qui permettait aux grandes puissances de monopoliser le processus de prise de décision sur des sujets tels l'économie internationale.

Enfin, ce que je viens de préciser ici, c'est la définition de ce qu'est le pouvoir afin que cette notion rende compte de la réalité en relations internationales. En effet, nous l'avons dit, les auteurs qui étudient les groupes de pression placent habituellement le lieu du pouvoir dans l'appareil gouvernemental; or, sur la scène internationale, il n'existe pas de gouvernement formellement établi. Il existe, par contre, un autre lieu de pouvoir que se partagent les grandes puissances. Le lieu où s'exercent les pressions a donc changé (et cela a bien pu limiter l'efficacité de la pression), mais le fait de pouvoir exercer des pressions demeure. Le mouvement des non-alignés agit sur les gouvernements particuliers mais aussi sur les grandes puissances. Nous concluons donc que, tout comme un groupe de pression, le MPNA a pour cible privilégiée le pouvoir (soit les gouvernements particuliers ou les grandes puissances).

---

<sup>34</sup> Willetts, P., Op. cit., p. 25

## 2.5 Que la pression se fasse dans un cadre juridique

Nous venons de voir que ce qui caractérise les relations internationales c'est l'absence d'un gouvernement unique. Pourtant, il y a des règles et des droits établis dans tout le système international. Ainsi,

«If anarchy is understood to mean the absence of common government, then this is indeed precisely the feature in which international politics differ from domestic politics. But if anarchy means complete disorder, it is not a true description of international relations. There is cooperation in international affairs as well as conflict; there are diplomatic systems and international laws and international institutions which complicate or modify the workings of power politics; and there are even rules to limit the wars, which have not been without influence»<sup>35</sup>.

Il est donc faux de dire que le cadre juridique en relations internationales est pareil à celui présent au niveau étatique ou sous-étatique tout autant que de nier la présence d'un tel cadre en relations internationales. Pourtant, certains auteurs font cette négation<sup>36</sup> et c'est par souci de répondre à leurs éventuelles critiques que j'apporte ici cette précision. Dans la mesure où un cadre juridique indique à un individu ou à un groupe au sein d'une société ce qu'il peut et ne peut pas faire, le système international joue le même rôle auprès des États ou groupe d'États. Sans revenir en détail sur le sujet, R. Gilpin<sup>37</sup> en a fait la preuve en nous indiquant que le système international établit une «forme de contrôle» sur les acteurs qui évoluent en son sein. Tout système a des règles de fonctionnement sans quoi on ne pourrait parler d'un système. Même si on nie l'existence du droit international (les systèmes diplomatiques, les lois internationales etc...), on ne peut nier l'existence d'une «forme de contrôle» qui régit le fonctionnement du système international. Donc, que l'on conçoive le cadre juridique à partir du droit international

<sup>35</sup>Wright, Martin, *Power Politics*, Leicester University Press, Leicester, 1978, p.105.

<sup>36</sup>Burdeau, G. *Traité de science politique*, Tome I, 3<sup>ème</sup> édition, Economica, 1986.

<sup>37</sup>Gilpin R., Op. cit.,

où à partir des règles de fonctionnement du système international, ce cadre existe en relations internationales et c'est au sein d'un tel cadre que le MPNA a effectué ses pressions.

## 2.6 Que le groupe soit autonome par rapport au pouvoir

Le dernier critère à respecter est de savoir si le mouvement des non-alignés a pu prendre ses propres décisions et non pas celles que les grandes puissances désiraient; c'est-à-dire s'il était autonome par rapport au pouvoir politique dans le système international. Nous avons déjà vu que le mouvement se distinguait par sa discipline relative de «vote en bloc» au sein des Nations Unies. Ceci nous donne un premier indice qu'il pouvait effectivement se détacher de l'influence des grandes puissances (États-Unis et Union Soviétique car c'était l'époque du système bipolaire que nous verrons en détail au chapitre suivant) pour voter de telle manière. Dans son ouvrage, Willetts note toutefois que, à partir des années soixante, «In the United Nations voting, the Assembly as a whole became more deeply divided on East-West Issues»<sup>38</sup>. Par conséquent, le mouvement perdait aussi sa cohésion de vote lorsque les questions pendantes avaient un lien direct avec le conflit Est-Ouest. Or le mouvement ne semblait pas avoir réussi à se détacher du conflit entre grandes puissances, ce qui laisserait sous-entendre que les grandes puissances avaient assez d'influence chez certains membres du mouvement pour les amener à voter de leur côté lors de votes sur des questions «Est-Ouest». Mais comment expliquer la cohésion du mouvement lorsque les questions avaient un lien moins direct avec le conflit entre les «grands»?

Une autre manière de vérifier si le mouvement était soumis ou non aux grandes puissances est de vérifier les tentatives d'influence de ces dernières et de voir si elles ont réussi. Dans le cas de l'U.R.S.S., on note que le principal moyen utilisé pour obtenir de l'influence chez

---

<sup>38</sup> Willetts, P., Op. cit, p. 145.

les États membres du mouvement était de leur fournir de l'armement et de l'assistance militaire technique. Sur ce, Robert Litwak note que :

«although arms transfer have been a significant component of Soviet bilateral relationship in the third world, the degree to which they have been an effective and reliable instrument in the pursuit of influence may be questionable...Soviet policy-makers apparently now regard arms transfer less as a source of influence and more as a means of obtaining hard currencies (e.g. Libya) or as a barter item for commodities»<sup>39</sup>.

Quant à l'outil idéologique, ce même auteur note que

«the utility of ideology as an instrument of foreign policy has been diminished by the loss of much of Soviet marxism's earlier revolutionary appeal. The degree to which ideological affinity operates as a conduct of Soviet influence in the Third World is limited»<sup>40</sup>.

Du côté américain, on remarque aussi une pléiade de difficultés à avoir de l'influence sur ces États. Selon Derek Leebart, le principal outil américain a été l'aide au développement. Toutefois, elle aurait été mal organisée, ce qui a nécessairement entraîné des résultats décevants de telle sorte que «Foreign aid, however, has become one of the most unpopular items before Congress, and an especially ripe target as the federal deficit forces a reordering of spending priorities»<sup>41</sup>.

Il ne nous est pas possible, en regardant les habitudes de vote aux Nations Unies ou en observant les tentatives d'influence des grandes puissances auprès de certains membres des non-alignés, de conclure de manière définitive à l'autonomie du mouvement. En effet, on remarque

---

<sup>39</sup> Litwak, Robert S., *Soviet Policies in the Third World: Objectives, Instruments and Constraints*, in Superpower Competition and Crisis Prevention in the Third World, Roy Allison et Phil Williams éditeurs, Cambridge University Press, Cambridge, 1990, p.39.

<sup>40</sup> Ibid., p.39.

<sup>41</sup> Leebart, Derek, *U.S. Policies in the Third World: Objectives, Instruments and Constraints*, in Superpower Competition and Crisis Prevention in the Third World, Roy Allison et Phil Williams éditeurs, Op., cit, p.68.



une influence des grandes puissances sur le vote des membres du groupe, mais seulement en ce qui a trait aux questions Est-Ouest. D'autre part, on remarque que ces tentatives d'influence de la part des grandes puissances ont des limites. On pourrait donc parler d'autonomie marginale du mouvement par rapport au pouvoir. Mais le fait suivant est déterminant dans l'argument que nous avançons. Cuba a souvent été considéré comme un pays soumis à l'influence soviétique à cause des relations intimes que ce pays entretenait avec l'U.R.S.S. La citation qui suit pourrait servir à démontrer le non-respect de notre dernier critère : «acute economic problems and fear of U.S. invasion made it (Cuba) particularly vulnerable to Soviet influence»<sup>42</sup>. Toutefois, les affirmations contenues dans les mémoires de l'ancien ambassadeur soviétique aux Nations Unies, M. Schevchenko, démontrent le contraire. Il apparaît que Fidel Castro était très actif au sein des non-alignés et qu'il ignorait souvent les directives soviétiques. De plus, les Cubains ignoraient la plupart des réunions non officielles des États socialistes au sein des Nations Unies et lorsque l'ambassadeur cubain se présentait à ces réunions, «he would not share information fully with the Soviet ambassador about what was going on at meetings of the non-aligned and when asked directly, he would smile knowingly and remain silent»<sup>43</sup>. Ainsi, même le pays non aligné qu'on accuse d'être intégré à l'un des deux blocs, mettait une barrière à l'influence «externe» qui aurait pu limiter l'autonomie du mouvement. Nous croyons donc, à la lumière de ces faits, que le mouvement des non-alignés possédait une marge d'autonomie par rapport au pouvoir hégémonique des grandes puissances dans le système international.

---

<sup>42</sup> Jackson, Richard L. , Op. cit, p.199.

<sup>43</sup> Allison, Roy , The Soviet Union and the Strategy of Non-Alignment in the Third World, Cambridge University Press, New York, 1988, p.77.

## CHAPITRE 2

### MÉTHODE PARTICULIÈRE D'ANALYSE APPLIQUÉE À LA PÉRIODE 1955-1961.

La première étape de ce travail démontre que le mouvement des non-alignés répond aux critères d'admission pour être considéré comme un groupe de pression. Toutefois, cette première démonstration n'est pas suffisante pour prouver notre hypothèse de départ. Une deuxième question se pose : le mouvement des non-alignés, considéré comme un groupe de pression, peut-il être analysé comme s'il en était un? C'est l'objet de ce chapitre ainsi que du quatrième.

L'analyse des groupes de pression comporte deux grands volets : leur nature (leur fondement et leur composition) et leurs actions (l'expression de leur fonctionnement). Nous n'aborderons pas l'analyse des actions du groupe car premièrement, une analyse des deux volets n'est pas nécessaire pour démontrer que le MPNA peut bel et bien être analysé comme un groupe de pression. Deuxièmement, il faut d'abord étudier la nature d'un groupe avant de donner un sens à ses actions. Enfin, l'étude de l'action se penche sur l'évaluation des résultats de l'action. Or, cette évaluation ne démontre pas qu'il s'agit ou non d'un groupe de pression, mais plutôt que la pression et le groupe qui l'exerce sont efficaces.

Notre grille d'analyse portera donc sur les fondements, la composition et les manifestations du groupe. Nous examinerons d'abord deux conférences qui précèdent sa naissance puisque les fondements d'un groupe de pression sont les raisons de sa mise sur pied et/ou de son maintien. On voit chez J-A Basso que «...on peut considérer, en s'appuyant sur l'abondante littérature consacrée aux groupes de pression, que trois séries d'arguments sont en présence»<sup>44</sup>. Ainsi, de façon générale, les fondements des groupes de pression sont d'ordre politique et/ou économique et/ou psychologique. Avant de poser la question à savoir de quel ordre relève chacun des thèmes retenus, cherchons à préciser l'envergure de ces thèmes et à exposer comment nous allons étudier la

---

<sup>44</sup> Basso, J-A., Op. cit, p.16.

période 1955-1961. Dans le cas du MPNA, plusieurs choses sont rattachées de près ou de loin au thème de la décolonisation . L'égalité des peuples, l'antiracisme, les droits de l'homme etc... sont tous des éléments ou des arguments qui sont avancés par le MPNA pour soutenir ses appels à la décolonisation. On présente aussi plusieurs arguments en faveur des thèmes de développement économique et de sécurité internationale. D'une part, nous développerons les trois thèmes retenus pour voir ensuite quelles sont les souches (politiques et/ou économiques et/ou psychologiques) de ces éléments.

D'autre part, nous verrons quels ont été les fondements qui ont donné lieu à la naissance officielle du mouvement entre 1955 et 1961 en vérifiant les points qui traitaient de décolonisation, de développement économique et de sécurité internationale tels qu'ils ont été avancés à Bandoung en 1955 et en les comparant aux points qui traitaient des même sujets à Belgrade en 1961. Nous constaterons que ces trois thèmes comprennent des éléments (intérêts) qui sont présents aux deux conférences et qui ont servi de base «fondatrice» pour le groupe. Tout ceci correspond à se servir d'une grille d'analyse tel qu'il en existe pour l'étude de la nature des groupes de pression et à l'appliquer au MPNA. Voilà pourquoi nous avons choisi d'étudier cette période même si le mouvement des pays non-alignés n'est né qu'en 1961 !

Passons donc à l'étude des thèmes retenus : de quel ordre ils relèvent; quels éléments sont plus ou moins directement reliés aux trois thèmes retenus. Pour éviter d'être encombré d'une trop grande multitude de déclarations faites lors des Conférences de Bandoung et de Belgrade, nous ne retiendrons que les demandes explicites ou implicites. Dans les cas qui traitent de décolonisation, les demandes portent sur l'octroi de la souveraineté à un territoire sous domination coloniale; dans le cas du développement économique, il s'agit d'octroyer de l'aide économique ou d'établir des outils, des organismes, pour favoriser le développement économique des pays membres du MPNA. Enfin, dans le cas de la sécurité internationale, nous retiendrons les points où l'on fait appel au désarmement et ceux où on dénonce l'ingérence militaire dans un pays membre du groupe. Les déclarations ou points retenus sont présentés dans le tableau qui suit.

**TABLEAU I :**

**Points ou déclarations retenus pour chacun des thèmes pour les deux conférences**

Bandougn 18-24 avril 1955.

Belgrade 1-6 septembre 1961

**DÉCOLONISATION :**

A) «La Conférence Afro-asiatique a discuté des problèmes des peuples dépendants et du colonialisme et des malveillances que soulève la subjection de peuples à la subjugation étrangère la domination et l'exploitation...La Conférence est d'accord pour réclamer des puissances concernées l'octroi de la liberté et de l'indépendance à ces peuples».

B) «Face à la situation irrésolue en Afrique du Nord et à la persistance du refus d'accorder à ces peuples le droit à l'autodétermination, la Conférence Afro-asiatique a déclaré son appui aux peuples d'Algérie, du Maroc et de la Tunisie à l'Autodétermination et à l'indépendance et exhorte le gouvernement français d'en arriver sans délai à une entente pacifique sur ce problème».

C) «La Conférence Afro-asiatique, dans le contexte de l'attitude exprimée face à l'abolition du colonialisme, supporte la position de l'Indonésie dans le cas de l'Iran occidental en se référant aux accords intervenus entre l'Indonésie et les Pays-Bas. La Conférence Afro-asiatique réclame que le gouvernement des Pays-Bas rouvre dès que possible les négociations afin de s'acquitter de ses obligations par rapport aux accords ci-haut mentionnés et la Conférence espère que les Nations-Unies assisteront les parties concernées pour trouver une solution pacifique à cette dispute».

**DÉCOLONISATION :**

A) «Les participants à la conférence réaffirment leur appui solennel à la décolonisation, sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux tel qu'adopté à la 15ième session de l'Assemblée générale des Nations-Unies et recommandent l'abolition inconditionnelle, immédiate, totale et finale du colonialisme et sont résolus de faire un effort concerté pour mettre fin à toute nouvelle forme et manifestation de colonialisme et de domination impériale».

B) «Les participants à la conférence demandent un arrêt immédiat des actions militaires et répressives quelles qu'elles soient, dirigées contre les peuples dépendants pour que ceux-ci exercent pacifiquement et en toute liberté leur droit à l'indépendance complète et que l'intégrité territoriale de ces nations soit respectés. Toute aide donnée par n'importe quel pays à une puissance coloniale dans l'exécution de ce genre de répression est contraire à la Charte des Nations-Unies».

C) «Les pays participants ont attiré l'attention sur les développements en Angola et sur les mesures de répression intolérables prises par les autorités coloniales portugaises contre le peuple de l'Angola et demandent un arrêt immédiat des maux faits au peuple angolais et que le peuple angolais soit assisté par tous les pays pacifiques, particulièrement les États membres des Nations-Unies, pour établir leur pays libre et indépendant sans délai».

D) «Les pays participants à la conférence demandent l'arrêt immédiat de toute occupation coloniale et la restauration de l'intégrité territoriale où celle-ci a été violée en Asie, en Afrique et en Amérique latine aux peuples à qui cette intégrité revient de droit et exige un retrait des forces étrangères de leur territoire national».

E) «Les pays participants exigent l'évacuation immédiate des forces armées françaises du territoire tunisien conformément au droit légitime de la Tunisie d'exercer sa souveraineté nationale totale».

F) «Les pays participants exigent que les événements tragiques du Congo ne soient pas répétés et trouvent que c'est le devoir de la communauté mondiale de continuer à faire tout en son pouvoir afin d'éradiquer et d'éviter l'intervention étrangère et ses conséquences dans ce jeune État africain et de permettre au Congo d'embarquer librement sur la route de son développement indépendant basé sur le respect de sa souveraineté, son unité et son intégrité territoriale».

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE :**

A)«La Conférence Afro-asiatique recommande : l'établissement d'un fonds spécial des Nations-Unies pour le développement économique, l'allocation, par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, d'une plus grande part de ses ressources pour les pays afro-asiatiques; l'établissement de la coopération financière internationale qui pourrait inclure dans ses activités d'entreprendre l'investissement dans des titres; et l'encouragement pour la promotion d'entreprises conjointes entre pays afro-asiatiques en autant que ceci servira leurs intérêts communs».

B)«La Conférence Afro-asiatique recommande qu'une action collective soit entreprise par les pays participants pour stabiliser les prix internationaux pour les biens primaires à travers des aménagements bilatéraux et multilatéraux, et les participants devraient adopter une approche unifiée sur les sujets traités par le Conseil consultatif permanent des Nations-Unies sur le commerce international des biens ainsi que d'autres forums internationaux».

**SÉCURITÉ INTERNATIONALE :**

A) «La Conférence considère que le désarmement, la prohibition de la production, de l'expérimentation et de l'utilisation de l'arme thermonucléaire sont impératifs pour sauver l'humanité et la civilisation des craintes et prospectus d'une destruction totale. Elle considère que les nations d'Asie et d'Afrique réunies ont le devoir envers l'humanité de proclamer leur appui pour le désarmement et pour la prohibition de ces armes et de faire appel aux nations principalement concernées et à l'opinion publique mondiale afin d'en arriver à un tel désarmement et à une telle prohibition. La conférence considère qu'un contrôle international efficace soit établi et maintenu pour donner suite à un tel désarmement et une telle prohibition et que des efforts immédiats et déterminés devraient être faits dans ce but».

B)«La conférence Afro-asiatique s'est penchée avec anxiété sur la question de la paix et de la coopération mondiale. Elle entrevoit avec beaucoup d'inquiétude l'état présent de la tension internationale et ses dangers d'une guerre atomique mondiale. Le problème de la paix est en corrélation avec le problème de la sécurité internationale. Étant donné ce lien, tous les États devraient coopérer, en particulier à travers les Nations-Unies, en vue d'en arriver à amener des réductions d'armement et l'élimination des armes nucléaires par un contrôle international efficace. De cette façon, la paix internationale peut être avancée et l'énergie nucléaire peut être utilisée uniquement à des fins pacifiques. Ceci répondrait particulièrement au e».

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE :**

A)«Les participants à la Conférence considèrent que des efforts devraient être faits pour retirer les déséquilibres économiques hérités du colonialisme et de l'impérialisme. Ils considèrent nécessaire, par un développement économique, agricole et industriel accéléré, de réduire l'écart grandissant dans les standards de vie entre les quelques pays économiquement avancés et les nombreux pays économiquement moins développés. Les participants à la conférence recommandent l'établissement et la mise en opération immédiate d'un fonds de capitaux des Nations-Unies pour le développement. Ils s'accordent pour demander l'établissement de termes d'échanges commerciaux plus justes pour les pays moins développés, et plus particulièrement, des efforts constructifs pour éliminer les fluctuations excessives dans le prix des biens primaires et les mesures et les pratiques restrictives qui affectent de manière adverse les nouveaux pays en voie de développement. En général, il est demandé que les fruits des révolutions technologiques soient appliqués dans tous les champs du développement économique pour accélérer la réalisation de l'égalité sociale internationale».

**SÉCURITÉ INTERNATIONALE :**

A)«Les pays participants considèrent que l'établissement et le maintien de bases militaires étrangères dans des territoires de d'autres pays, particulièrement contre les vœux de ceux-ci, comme étant une violation grossière de la souveraineté de ces États. Ils appuient entièrement les pays qui cherchent à s'assurer la fermeture de ces bases. Ils demandent aux pays qui maintiennent de telles bases de considérer sérieusement leur abolition afin de contribuer à la paix mondiale».

B)«Ils reconnaissent que la base militaire nord-américaine de Guantanamo au Cuba, dont la permanence est contestée par le gouvernement et le peuple de Cuba, affecte la souveraineté et l'intégrité territoriale de ce pays».

besoins de l'Asie et de l'Afrique, car le progrès social et de meilleurs standards de vie avec une plus grande liberté sont d'une grande urgence»

C)«Les pays participants expriment leur détermination en ce qu'aucune intimidation, interférence ou intervention soit amenée à contraindre les peuples dans l'exercice de leur droit à l'autodétermination, y compris leur droit de poursuivre des politiques constructives et indépendantes pour l'obtention et la préservation de leur souveraineté».

D)«Les Chefs d'États et de gouvernement soulignent que le désarmement général et complet devrait inclure l'élimination des forces armées, des armements, des bases étrangères, des industries d'armements ainsi que des institutions et installations chargées de la formation militaire, sauf dans les buts de la sécurité interne; et la prohibition complète de la production, la possession et l'utilisation d'armes nucléaires et thermonucléaires, bactériologiques et chimiques ainsi que l'élimination de l'équipement et des installations servant à la livraison, l'installation et l'utilisation opérationnelle d'armes de destruction de masse sur des territoires nationaux».

E)«Les participants à la conférence exhortent les grandes puissances à signer le plus rapidement possible un traité pour le désarmement général et complet afin de sauver l'humanité des calamités de la guerre et réorienter leurs énergies et leurs ressources présentement dépensées sur les armements vers un développement économique et social pacifique pour toute l'humanité. Les pays participants considèrent aussi...qu'un désarmement général et complet garanti par un système d'inspection et de contrôle efficace devrait inclure dans ses équipes des membres des nations nonalignées».

F)«Les participants à la conférence considèrent qu'il est essentiel qu'un accord sur la prohibition de tous les essais nucléaires et thermonucléaires soit conclu sans délai. Ayant ce but en tête, il est nécessaire que les négociations reprennent immédiatement et ce en marge ou non des négociations sur le désarmement général. Entre-temps, le moratoire sur les essais d'armes nucléaires devrait être rétabli et observé par tous les pays».

Source : Odette Jankovitsch et Karl P. Sauvart, Op., cit.

Avant de passer à l'analyse des fondements du MPNA, faisons quelques remarques appropriées sur l'évolution de sa composition et de sa cohésion. Tout d'abord, à Bandoung, on parle d'Afro-asianisme alors qu'à Belgrade, cet aspect «régional» s'est éclipsé. Ceci s'explique du fait que, dans la «région» afro-asiatique, il y avait des pays alignés sur Moscou tels la Chine et le Viêt-Nam du Nord et d'autres alignés sur Washington, tels le Pakistan, les Philippines etc... C'est en partie en éliminant cette contrainte régionale que le non-alignement a pu naître. Philippe Braillard écrit : «C'est dans un cadre différent, libre des contraintes du régionalisme, que l'idée de non-alignement va continuer à faire son chemin et conduire

à la création d'un mouvement»<sup>45</sup>. En effet, l'Afro-asianisme, qui reposait «...avant tout sur un critère géographique, constituait un cadre trop étroit pour le développement de l'idée du non-alignement qui était elle, d'ordre politique»<sup>46</sup>. Puis, il est curieux de noter qu'à Bandoung, c'est la Conférence, l'événement lui-même, et non ses participants, qui dénonce, recommande ou exige. Il devient alors facile, pour un État qui participe à cette conférence, de se dégager des prises de positions pour lesquelles on y a opté. À Belgrade, les positions sont prises par les membres et non par la conférence ou l'événement. Le groupe, à Belgrade, est officiellement né et les États ont dorénavant le choix d'y adhérer ou non. Les participants, unis dans ce groupe, sont dès lors redevables de leurs déclarations puisque ce sont eux, et non la conférence, qui font ces déclarations. Enfin, le ton utilisé à Belgrade semble aussi être plus «sévère». Ainsi, à Bandoung, il est souvent question de recommandations, de considérations, la conférence déclare son appui etc... alors qu'à Belgrade, les participants exhortent, exigent; bref, utilisent un langage qui, à mon avis, traduit bien cette «sévérité» accentuée.

Néanmoins, malgré ces différences, plusieurs idées ou thèmes avancés à Bandoung se retrouvent à Belgrade. Les idées restent de même nature mais on en parle autrement, sur un autre ton. Cette similitude d'idées nous amène à constater que les racines du non-alignement remontent bien à Bandoung. Pour appuyer notre propos, nous ferons une courte analyse de contenu des thèmes retenus lors des deux conférences avant de passer à l'analyse des fondements du groupe.

## 2.1 Analyse de contenu

Cette courte analyse de contenu consiste à mesurer la valeur accordée à chacun des thèmes retenus et à vérifier l'importance de l'idée de souveraineté qui, comme nous l'avons déjà souligné, semble être l'intérêt majeur qui sous-tend la formation de ce groupe. Ceci nous permettra de comparer, à l'intérieur de la période 1955-61, les résultats obtenus à chacune des deux conférences; puis, de tirer des

---

<sup>45</sup> P. Braillard, Op. cit, p.4.

<sup>46</sup> Ibid., p.4.

conclusions. Nous pourrions ensuite utiliser ces données et examiner à leur lumière, la période 1989-92 que nous verrons au quatrième chapitre.

Pour vérifier l'importance accordée à chaque thème lors des deux conférences, posons comme première question : combien d'items traitent de chaque thème sur le total des items retenus? À la conférence de Bandoung, les résultats sont les suivants : trois items sur sept traitent de décolonisation (42.9% des points retenus), deux sur sept du développement économique (28.6%) et deux sur sept sur la sécurité internationale (28.6%). À Belgrade, six items sur treize traitent de décolonisation (46.2%), un sur treize traite de développement économique (7.7%) et six sur treize de la sécurité internationale (46.2%). Si on étudie les résultats obtenus, on peut conclure qu'entre 1955 et 1961, le thème de sécurité mondiale a pris de l'importance aux dépens de celui du développement alors que celui de la décolonisation a maintenu son importance. Cette perte d'importance relative pour le thème du développement économique semble être reliée au contexte qui entourait la première conférence du MPNA. Ce contexte, nous dit P. Willetts, est marqué par trois facteurs : «The close relationship between Yugoslavia, Egypt and India; the dramatic impact of African states on world affairs in 1961; and a sudden increase in tension after hopes had been raised for an easing in the Cold War»<sup>47</sup>. En effet, la décolonisation en Afrique et la hausse de tension entre les deux grandes puissances s'est traduite ici par un maintien de l'importance du thème de décolonisation et une hausse d'importance accordée au thème de sécurité mondiale aux dépens de celui du développement économique.

Mais qu'arrive t-il lorsque nous scrutons ces résultats en cherchant des liens entre thèmes. Par exemple, peut-on retrouver, dans un item traitant du développement économique, une allusion à la décolonisation ou tout autre agencement? En effet, pour Bandoung, dans l'item «B» du thème de sécurité mondiale, les deux dernières phrases parlent de réorientation de ressources d'énergie nucléaire, de développement social et de standard de vie. Nous allons maintenant considérer cet item «B» et les autres affectés de la même manière comme s'ils étaient deux points de sorte que nos nouveaux pourcentages

---

<sup>47</sup> P. Willetts, Op. cit, p.10.



totalisent 100%. Les résultats modifiés deviennent donc trois points sur huit<sup>48</sup> (37.5%) traitent de décolonisation, trois sur huit (37.5%) traitent de développement économique et deux sur huit (25%) traitent de sécurité mondiale puisque seul celui du développement économique est modifié (nous avons deux items qui traitaient de ce thème avant modification et maintenant nous en avons trois).

Pour Belgrade, l'item «C» du thème de sécurité mondiale vient modifier le résultat obtenu pour la décolonisation et on obtient sept points sur seize<sup>49</sup> (43.6%) qui traitent de ce thème. L'item «E» du thème de sécurité mondiale modifie le résultat du thème du développement économique de sorte que deux points sur seize (12.5%) traitent du développement économique. Enfin, l'item «B» du thème de décolonisation modifie celui de sécurité mondiale de sorte que sept points sur seize (43.8%) traitent de sécurité mondiale. Afin de bien saisir les résultats et leur modification, nous les présentons dans le tableau II :

TABLEAU II  
Importance relative de chacun des thèmes retenus

THÈMES	RÉSULTATS INITIAUX		RÉSULTATS MODIFIÉS	
	BANDOUNG	BELGRADE	BANDOUNG	BELGRADE
Décolonisation	42.9%	42.6%	37.5%	43.6%
Dévelop. économ.	28.6%	7.7%	37.5%	12.5%
Sécurité mond.	28.6%	42.6%	25%	43.8%

Le tableau II permet de faire quelques constatations. Tout d'abord, les résultats modifiés nous permettent de voir que le thème du développement économique est plus important qu'à première vue alors que les deux autres thèmes ont une importance relativement stable. En effectuant une moyenne des pourcentages obtenus pour chaque thème pour l'ensemble de la période, nous pouvons conclure que le thème de décolonisation est le plus important avec une moyenne de 41.7%, celui de la sécurité internationale suit avec une moyenne de 34.9% et enfin, celui du développement économique est le moins important, ce malgré la hausse de pourcentage obtenue lors des modifications, avec une moyenne de 21.6%.

<sup>48</sup> Huit devient le nouveau dénominateur étant donné les modifications.

<sup>49</sup> Seize étant le nouveau dénominateur.

Le deuxième élément que nous vérifions est la présence et l'importance de l'idée de souveraineté. Pour Bandoung, les trois points traitant de décolonisation présentent ou sous-tendent cette idée alors qu'il n'y en a pas de trace dans les deux points du développement économique. Enfin, le point «B» du thème de sécurité internationale présente aussi l'idée de souveraineté lorsqu'on parle, à la deuxième phrase, d'une plus grande liberté. On n'obtient que quatre points sur sept (57.1%) qui renferment l'idée de souveraineté. Dans le cas de Belgrade, les six points traitant de décolonisation, le point traitant du développement économique et les points «A», «B» et «C» du thème de sécurité mondiale renferment tous l'idée de souveraineté de sorte que l'on obtient dix points sur treize (76.9%) renfermant cette idée. Ces résultats démontrent l'importance qu'a la souveraineté pour le MPNA et corroborent ce que nous affirmons : l'intérêt primordial pour les non-alignés est l'exercice de la souveraineté.

## **2.2. LES FONDEMENTS**

### **2.2.1. Les fondements politiques**

Cette courte analyse des deux conférences qui ont marqué la période 1955-1961 nous permet maintenant de passer à l'étude des fondements du mouvement des PNA. Commençons par ceux d'ordre politique. Selon J-A Basso, les fondements politiques d'un groupe de pression sont considérés «..dans la perspective du pouvoir politique, de sa formation, de son exercice, de sa détention»<sup>50</sup>. La question que cette considération pose au départ est : le mouvement des PNA cherche-t-il à influencer la formation, l'exercice et la détention du pouvoir politique? Cette question, nous l'adressons par rapport aux points retenus lors des deux conférences et à chacun des thèmes étudiés. Ainsi, par exemple, dans le cas de la décolonisation, y a-t-il des éléments qui nous laissent entrevoir une tentative d'influencer la formation, l'exercice et/ou la détention du pouvoir en relations internationales? Il existe trois grandes approches pour étudier cette question. D'abord, les thèses pluralistes. Selon ces thèses, la décision politique est le résultat des affrontements d'intérêts entre groupes. Dans ce cas, «...le groupe constitue un élément de la

---

<sup>50</sup>J.A , Basso, Op, cit., p.17.

production de la décision politique...le groupe participe au pouvoir d'une manière plus ou moins intermittente, plus ou moins efficace»<sup>51</sup>. Le groupe est un élément de la *formation* du pouvoir politique. Par conséquent, l'équilibre du pouvoir est sans cesse remis en question dû à la compétition entre intérêts. Ensuite, il y a les thèses élitistes où le pouvoir est détenu par une minorité sociale. Selon ces thèses, le groupe n'est plus un élément de la formation du pouvoir, il l'exerce lui-même par acteurs interposés. Alors que, pour le pluralisme, la décision est le résultat de la compétition entre divers groupes, pour l'élitisme, la décision émane directement des quelques groupes qui sont assez puissants pour déterminer les décisions politiques et qui ont des intérêts similaires. Enfin, il y a les thèses marxistes qui soulignent les relations entre les groupes et les classes sociales qui détiennent le pouvoir politique.

La distinction principale entre ces trois thèses s'établit au niveau de la détention du pouvoir. Dans l'esprit du pluralisme, le pouvoir est détenu par plusieurs minorités ou catégories qui, organisées en groupe, peuvent se représenter comme telles. Ces groupes font partie de la *formation* du pouvoir. Dans le cas de l'élitisme, le pouvoir est détenu par une minorité sociale qui *l'exerce*. Enfin, dans le cas des marxistes, la détention du pouvoir est liée aux classes et leurs représentants. De là le lien entre les intérêts et la classe. La classe sociale détermine en grande partie le ou les intérêt(s) défendu(s).

Sans nier que l'on pourrait adopter l'une ou l'autre de ces trois approches, nous préférons celles dites pluralistes car d'une part la «minorité sociale» qui exerce le pouvoir en relations internationales (les grandes puissances) est et a toujours été assez divisée pour que cela l'empêche d'exercer le pouvoir de manière concrète et totale. Ceci rejoint une critique de l'élitisme et du marxisme effectuée par R. Aron où il affirme que «jamais et nulle part on n'a constaté cette cristallisation en classe consciente d'elle-même des maîtres des organisations économiques»<sup>52</sup>. Deuxièmement, nous pourrions lier la formation du mouvement des PNA à leur situation économique (thèses marxistes). Mais nous l'avons vu, le thème de développement économique est le moins important des trois thèmes lors de la naissance du mouvement et

<sup>51</sup> J-A Basso, Op. cit, p.18-19.

<sup>52</sup> Aron Raymond, Démocratie et totalitarisme, Éditions Gallimard, Paris, 1965, p.148.

c'est le désir de liberté de choix (la souveraineté) qui représente l'intérêt principal du mouvement. Nous croyons donc que c'est dans la répartition de la puissance au sein de la société internationale que réside le fondement politique du mouvement des PNA. En effet, c'est dans cette répartition que réside le fait qu'un État seul, s'il en a la puissance, ou un regroupement d'États, comme dans le cas du MPNA, peut influencer les décisions politiques en relations internationales.

C'est ainsi, dans l'effort de décolonisation, que le mouvement cherche à influencer le pouvoir politique aux deux niveaux où nous avons avancé qu'il agissait en relations internationales (au niveau des gouvernements particuliers et au niveau des relations de puissances). Par le fait même, le mouvement influence la formation du pouvoir car leur action engendre une redistribution de ce pouvoir. De ce fait, au niveau des gouvernements particuliers, le mouvement cherche à influencer la détention du pouvoir en essayant d'obtenir la souveraineté de territoires colonisés. Au niveau international, la détention du pouvoir et par ricochet sa formation, se trouvent modifiées par l'équation : plus d'États souverains égalent une plus grande répartition de la puissance dans le système international. Sur ce dernier point, rappelons-nous que c'est par le nombre sans cesse croissant de pays membres du MPNA (dû à la décolonisation) que celui-ci serait devenu le «lobby» le plus important des Nations-Unies. Le mouvement cherche aussi à influencer l'exercice du pouvoir politique aux deux niveaux (gouvernements particuliers et relations de puissance). Le mouvement est, selon ces constatations, un élément de la formation du pouvoir; il y participe par ses actes de pression, mais il ne l'exerce pas au sens des thèses élitistes.

Pour les points qui traitent du développement économique, le MPNA cherche à influencer les décisions prises au niveau de l'octroi de l'aide économique. Il cherche ainsi, comme il le souligne à Belgrade, à faire disparaître les inégalités économiques. Il en va ainsi pour le désarmement. Le MPNA cherche à influencer les décisions en matière de désarmement mondial. Mais il va plus loin que ce qui est avancé dans le cas du développement économique en proposant l'établissement «d'outils» pour faire respecter un tel désarmement. De plus, lorsqu'il dénonce l'ingérence militaire, l'établissement ou le maintien des bases militaires des grandes puissances contre les gré des gouvernements locaux, le MPNA lie la question de la sécurité mondiale à celle de l'anticolonialisme... Il cherche donc, dans le cas de la

sécurité, non seulement à influencer l'exercice du pouvoir (la prise de décision), comme c'est le cas pour le développement économique, mais la détention du pouvoir en proposant que certains organismes internationaux soient créés et aient la responsabilité de la mise sur pied de programmes de désarmement et du respect de ces programmes. Enfin, dans l'hypothèse où les fondations de la puissance en relations internationales résident dans le pouvoir économique et militaire<sup>53</sup>, chercher à modifier celles-ci revient aussi à tenter de modifier les rapports de force entre le MPNA et les grandes et moyennes puissances. Ils chercheraient ainsi à influencer la formation du pouvoir politique, à le diffuser dans la communauté internationale, et à «court-circuiter» la dynamique bipolaire. Bref, en étant, selon les thèses pluralistes, un élément de la formation du pouvoir (un élément de la prise de décision), les PNA cherchent à influencer les décisions politiques en ce qui a trait à la décolonisation, au développement économique et à la sécurité mondiale. Par leurs activités, le MPNA influence aussi la formation du pouvoir (diffusion de la puissance par exemple) et son exercice (la prise de décision).

### 2.2.2. Les fondements économiques

«En économie libérale de type concurrentielle et capitaliste (sic), la production et la consommation de biens se réalisent dans une liberté, qui peut être plus ou moins «dirigée», contrôlée. Cet état de liberté, celui du marché, fait que la création de biens, l'enrichissement et le progrès se réalisent à travers des relations d'influence, de puissance, mais aussi d'inégalité et d'aliénation»<sup>54</sup>.

Il y aurait donc des rapports dominants/dominés dont les groupes de pression sont une expression ou une manifestation. Les trois thèmes retenus ici font état, d'une manière très explicite, de ce rapport d'inégalité entre PNA et grandes puissances ou entre territoires coloniaux et puissances coloniales.

Il n'est pas nécessaire ici de reprendre thème par thème les points retenus pour constater cet état de fait. La fondation du mouvement repose sur «Les rapports de force installés par l'activité

<sup>53</sup> Kennedy Paul, The rise and fall of the great powers, Unwin Hyman Ltd, London, 1988.

<sup>54</sup> J.A. Baso, Op. cit., p. 22.

économique»<sup>55</sup>. On obtient ainsi que le non-alignement est une «Remise en cause de la situation de chacun des peuples à peine sortis de la sombre période de domination coloniale; refus d'une organisation du monde structurée par les puissances dominantes»<sup>56</sup>. Dans le même sens, le non-alignement «...was, to begin with, a groping and halting search by newly-freed nations for a position which would enable them to define their separate identities, independence, and their abilities to control their economic resources»<sup>57</sup>. En effet, dans les points traitant de chacun des trois thèmes, cette inégalité «transpire» et ceci est directement lié au désir (l'intérêt) des membres du groupe d'exercer leur souveraineté, leur indépendance comme le souligne A. Chand. C'est par le développement de leurs économies que ces pays peuvent espérer pouvoir exercer leur liberté de choix. Le Président Nyerere l'a d'ailleurs bien souligné en affirmant que

«The real and urgent threat to the independence of almost all non-aligned states thus comes not from the military, but from the economic power of the big states. It is poverty which constitutes our greatest danger and to a greater or lesser extent we are all poor. It is in these facts that lies the real threat to freedom and to non-alignment»<sup>58</sup>.

Donc, chercher à diminuer les inégalités économiques entre les PNA et les économies développées, c'est s'attaquer par ricochet à la question politique et c'est, en se reconnaissant en situation d'infériorité, avoir une conscience «psychologique» de sa position pour les PNA.

### 2.2.3. Les fondements psychologiques

Les fondements psychologiques d'un groupe sont le caractère associatif (la volonté d'engagement), la communauté d'attitudes, les mobiles et même le fait que l'on perçoive la poursuite de tout ceci comme activité louable. C'est, selon moi, un lien issu d'un passé commun et ancré dans l'histoire d'aujourd'hui qui les rassemble «...these states past as ex-colonies and their common present as new

<sup>55</sup> J-A, Basso, Op. cit., p. 23

<sup>56</sup> Le non-alignement, Collection Cetedin, Éditions La Découverte, Paris, 1985, p.11.

<sup>57</sup> Chand, Attar, Nonaligned Nations, Selectbook Service Syndicate, New Delhi, 1983, p.9-10.

<sup>58</sup> Le Président Nyerere in, P. Willetts, Op., cit, p.28.

actors»<sup>59</sup>. En effet, si les fondements politiques et économiques nous font voir des intérêts (qui soutiennent tous celui du désir d'être souverain), on constate aussi un aspect psychologique qui pousse les États membres du MPNA et les aspirants membres à dire : poursuivre ces intérêts et condamner certaines activités ou certains faits, c'est ce que nous voulons faire, c'est bien de le faire et c'est pourquoi nous voulons nous unir pour le faire.

Les facteurs psychologiques sont, par conséquent, ces idées abstraites d'égalité, de liberté qui sous-tendent les fondements économiques et politiques. Ainsi, «...the freedom struggle instilled a yearning for a closer bond among themselves and for an active role in world affairs»<sup>60</sup>. Toujours en retenant l'idée des principes de paix, d'égalité et de liberté, ce même auteur déclare :

«Nonaligned countries take independent stands in pursuing their national interests, taking due care that goal and method of their policy is in accordance with the principles of nonalignment...it can be said that the policy of nonalignment is one of general principles whose implementation should be fought for»<sup>61</sup>.

Attar Chand souligne, dans un autre ouvrage, ces facteurs psychologiques en affirmant que

«The second major reason why new states adopted nonalignment was emotional and psychological compositions in them not only to be free, just in the formal sense, but also to seem to be free from every vestige of Great-Power domination and influence»<sup>62</sup>.

Ceci nous ramène à l'idée principale de souveraineté que nous avons déjà évoquée. On obtient, en étudiant les fondements du MPNA comme un groupe de pression, que le désir de souveraineté totale et complète est un fondement largement psychologique. En effet, plusieurs auteurs, comme P-F Godidec et R. Charvin<sup>63</sup>, donnent des définitions de ce qu'est ou devrait être la souveraineté. Mais aucun ne peut

<sup>59</sup> Korany, Baghat, *Social Change, Charisma and International Behavior*, Institut universitaire des hautes études internationales, A.W. Sijthoff-Leiden, Genève, 1976, p.157.

<sup>60</sup> Chand, Attar, *Non-aligned States: A Great Leap Forward*, UPH Publishers, Delhi, première édition, 1983, p.19.

<sup>61</sup> Ibid., p.22-23.

<sup>62</sup> Chand, Attar, *Nonaligned Solidarity and National Security*, VDH Publishers, Delhi, 1983, p. 22.

<sup>63</sup> Godidec, P-F et R. Charvin, *Relations internationales*, Editions Montchrestein, 3<sup>e</sup> édition, Paris, 1981.

tenir compte, dans ce genre de définition, de l'action du système international sur l'exercice de la souveraineté. Or, tous les États sont soumis à ce système. Même en pleine apogée, les Etats-Unis d'Amérique ont dû consulter des alliés ou d'autres puissances avant d'agir sur la scène internationale et il devient difficile de mesurer à quel point un ou plusieurs État(s) peut(vent) se sentir brimé(s) dans l'exercice de leur souveraineté. Ceci relève de facteurs, entre autres psychologiques, mais aussi, comme le souligne P. Kennedy<sup>64</sup>, de la capacité économique et militaire (la puissance d'un État) qui sont eux, des facteurs économiques et politiques.

Nous avons donc trois grands fondements pour notre groupe. Plusieurs auteurs en soulignent d'autres tels des fondements stratégiques. Mais il n'est pas nécessaire de poursuivre l'analyse plus loin car seule la démonstration que le groupe des non-alignés peut être considéré et étudié comme un groupe de pression nous intéresse. Nous reviendrons plus loin sur les possibilités de recherche que tout ceci nous ouvre.

### **2.3. LA COMPOSITION ET LA MANIFESTATION DU GROUPE**

#### **2.3.1. Les structures**

L'affirmation de M. Duverger que la structure des groupes de pression est déterminée «par la nature même des gens auxquels ils s'adressent»<sup>65</sup> est extrêmement pertinente et tout à fait adéquate pour le cas du MPNA. Quels sont donc les gens auxquels s'adresse ce mouvement? Ce sont, comme nous l'avons déjà vu, des États. Deux éléments caractérisent la nature de ces gens. Le premier découle de la nature juridique de l'État; il est une personne morale au sens du droit international. Il a, par conséquent, des droits et des obligations d'envergure internationale. Le deuxième est celui de la souveraineté dont la notion mérite maintenant d'être approfondie afin que l'on puisse bien saisir la «nature» de ces «gens» que

---

<sup>64</sup> P. Kennedy, Op, cit.

<sup>65</sup> Duverger, Maurice dans J-A, Basso, Op, cit., p.29.



sont les États. Selon P-F Gonidec et R. Charvin, la souveraineté implique «l'exclusivité, l'autonomie et la plénitude des compétences »<sup>66</sup> où l'exclusivité signifie que seules les instances dirigeantes sont autorisées à agir selon les compétences internes et externes reconnues à tout État; l'autonomie, que ces mêmes instances ont la liberté pleine et entière de la décision et la plénitude aussi qu'aucune de ces compétences n'est refusée à l'État.

En présentant ces deux éléments (État et souveraineté), nous constatons que la nature des gens auxquels s'adresse le mouvement constitue l'entité la plus «élevée» du système international . De plus, non seulement les États sont les entités les plus élevées du système international, mais les États auxquels s'adresse le mouvement des non-alignés sont ceux qui ont une position dominante dans ce système soit : les superpuissances et/ou les puissances économiques et/ou les puissances coloniales et/ou militaires.

Compte tenu de ce qu'avance Duverger, la structure du mouvement en sera nécessairement une de cadre puisque le mouvement des PNA a besoin d'une «base restreinte» et plus technique étant donnée la nature des gens auxquels il s'adresse. Dans la question étudiée ici, il s'agit d'une base qui soit au même niveau que les «gens» auxquels s'adresse le mouvement; une base formée d'États ou d'individus pouvant agir en son nom. La structure du mouvement étudié est conséquente avec ce qui vient d'être avancé <sup>67</sup> . Elle est formée de groupes techniques, de ministres et de chefs d'États ou de gouvernement, c'est-à-dire des autorités habilitées à agir au nom de cette personne morale qu'est l'État. Il y a certes d'autres moyens d'étudier la structure d'un groupe que la simple distinction groupe de masse/groupe de cadre, mais l'exercice ici, rappelons-le, est de démontrer que nous pouvons étudier le mouvement des PNA comme un groupe de pression.

---

<sup>66</sup> P-F. Gonidec et R. Charvin, Op., Cit., p. 47

<sup>67</sup> Voir annexe I pour l'organigramme

### 2.3.2. La typologie du groupe

Plusieurs auteurs ont établi des classifications pour l'étude des groupes de pression. J. Meynaud distingue par exemple entre groupe de défense et groupe de promotion. S. Ehrlich distingue quant à lui des groupes économiques et non économiques ou sociaux. Quant à nous, nous retenons celle effectuée par J-M Denquin<sup>68</sup>. Cette classification se fonde sur la nature des intérêts défendus et il distingue entre groupes qui défendent des intérêts matériels et ceux qui défendent des intérêts moraux. Le mouvement des PNA défend principalement des intérêts moraux (même si cela sous-entend des intérêts matériels). En effet, souveraineté, justice, égalité, antiracisme, coopération pacifique etc sont des thèmes défendus en première ligne par le MPNA.

J-M Denquin énumère une liste de catégories de groupes qui appartiendraient aux groupes de défenses d'intérêts moraux dont celle dite «d'organisation politique spécialisée» qui correspond au mouvement des non-alignés. Selon J-M Denquin, ces mouvements se caractérisent par deux traits. D'une part, ils ont un objectif ouvertement politique. Autrement dit, «...ils ne recourent pas à la technique du camouflage, mais annoncent, si l'on peut dire, leur couleur...d'autre part, leur action se limite à cet objectif»<sup>69</sup>. En effet, on remarque, à la lecture des points retenus lors des deux conférences, qu'il n'y a rien que l'on puisse voir en terme de technique de camouflage. Les revendications ou dénonciations sont claires. De plus, tout ce qui est avancé, que ce soit sous le thème de colonialisme, de développement économique ou de sécurité internationale, a comme objectif principal les «capacités» souveraines des États membres. Tout, par conséquent, est centré sur l'objectif de souveraineté.

---

<sup>68</sup> Denquin, Jean-Marie, *Science politique*, Presses universitaires de France, 2e édition, 1989.

<sup>69</sup> Ibid., p.408.

## 2.4. Les rôles ou les fonctions

L'analyse des rôles ou fonctions en est une de grande envergure et donne lieu à certains débats. Ainsi, J-A Basso pose la question «Ne résulte-t-il pas...que le groupe de pression est, pour finir, l'expression des mentalités d'une société que caractérise la défiance, le fractionnement ou la division?»<sup>70</sup>. Dans la situation étudiée, ceci peut être vrai et nous pourrions dire que le mouvement des PNA ne joue pas un rôle «d'intégrateur social» et poursuivre notre analyse avec les rôles d'intermédiaires et d'expertises que nous proposent J-A Basso ainsi que plusieurs autres auteurs.

Sans nier que le mouvement des PNA joue à certains égards ces rôles d'intermédiaire et d'expertise, nous nous arrêtons à leur rôle d'intégrateur social donnant ainsi notre réponse à la question posée plus haut et démontrant que le mouvement des PNA cadre si bien dans le modèle des groupes de pression que nous pouvons lui prêter des rôles encore débattus par les experts qui les étudient.

Ainsi, J-M Denquin souligne que par leurs activités revendicatrices, les groupes de pression parviennent à maintenir des systèmes sociaux par le fait que les contestations sociales sont véhiculées et entendues plutôt que refoulées, ce refoulement entraînant souvent la désintégration d'un système. Ceci est doublement vrai si l'on remarque que

« It is a sad, and strange irony that, after the functioning of the sovereign-state-system for some three hundred and fifty years, one needs to explain the reasons for the adoption of nonalignment as a foreign policy option by some two thirds of the states. For independence, sovereignty and equality are the fundamental bases of the system, and the promotion, equally of these very bases is the quintessence of the policy of nonalignment. However, because of the hierarchical nature of the system and the dominating tendencies of the bigger states towards the smaller, alignment of states has become, traditionally, the norm of behavior of states, whereas it is nonalignment which is the norm of foreign policy...All that nonalignment seeks to do is ask, and expect, states to be, and to act, according to the foundational assumptions of the sovereign-state-system»<sup>71</sup>.

<sup>70</sup> J.A. Basso, Op, cit., p.25.

<sup>71</sup> Rajan, M.S. Nonalignment and nonaligned movement, Vikas Publishing House, New Delhi, 1990, p. 14

Cette citation résume bien la raison d'être du MPNA. Bien que le MPNA formule une grande quantité de revendications, ces dernières sont, en dernier recours, pour le fonctionnement effectif et efficace du système international. Comme nous l'avons vu, la souveraineté fournit aux États l'exclusivité, l'autonomie et la plénitude des compétences. Si le système international a à sa base des États souverains tel que définis ici, alors tous sont supposés être égaux. Or, certains sont plus «égaux» que d'autres dû à la hiérarchie des puissances. C'est cette «imperfection» dans le fonctionnement du système d'États souverains que le MPNA cherche à dénoncer. Voilà en quel sens le MPNA joue un rôle d'intégrateur social; ils cherchent à assurer à tous les États le respect de cette souveraineté qui est censée être à la base du système international. Avant de vérifier si ce rôle s'est poursuivi au cours de l'histoire récente du mouvement (c.-à-d. dans l'ère post guerre froide), nous allons voir quels ont été les changements qui ont marqué le système international entre la période étudiée dans ce chapitre et celle qui le sera au chapitre quatre.

## CHAPITRE 3

### LES CHANGEMENTS DANS LE SYSTÈME INTERNATIONAL

Dans le chapitre précédent, nous avons fait une analyse du mouvement des PNA pour la période 1955-1961. Le prochain chapitre se propose de reprendre cette analyse pour la période 1989-1992. Les changements qui sont survenus dans le système international entre ces deux périodes expliquent notre choix. En effet, il sera plus intéressant d'observer le mouvement durant et après la guerre froide puisque ces deux «environnements» posent des problématiques différentes pour le celui-ci. Nous avons vu que la naissance du mouvement est largement attribuable au système bipolaire et à la guerre froide qui en a découlé. Qu'en est-il de la période 1989-1992 où on est témoin de la décomposition de l'un des deux pôles qui constituait le système bipolaire? Quels sont les changements dans le système international à la suite de ce bouleversement systémique? Quels impacts (possibles et à vérifier) ces bouleversements peuvent-ils avoir pour le mouvement des PNA?

Ce chapitre débute par un exposé sur la théorie et la pratique du système bipolaire qui existait à l'époque de la formation du mouvement. Ceci nous apportera certains éléments explicatifs quant à la naissance du mouvement, à la manière dont celui-ci se situe face à ce système et aux revendications que cette position amène. Nous chercherons ensuite à cerner les caractéristiques du système international pour la période 1989-1992 ainsi que les changements subis par ce dernier; nous tenterons aussi de répondre à la question : comment fonctionne ce système aujourd'hui en principe et en pratique? Enfin, nous émettrons des hypothèses quant aux impacts possibles de ces changements systémiques sur le fonctionnement du mouvement des PNA.

### 3.1 LE SYSTÈME BIPOLAIRE

#### 3.1.1. La théorie

Dans la définition du système international que nous avons donnée au chapitre I, nous avons mis un accent particulier sur la répartition de la puissance en son sein. Nous retenons donc comme définition du système bipolaire : «...une configuration du rapport des forces telle que la plupart des unités politiques se groupent autour de deux d'entre elles dont les forces surclassent celles des autres»<sup>72</sup>. Le but de chacun des «deux grands» dans ce système est d'empêcher l'autre de se doter de moyens supérieurs aux siens car la réussite de l'un à se doter de tels moyens ferait «sauter» l'équilibre entre les deux de sorte que l'un serait à la merci de l'autre. De plus, étant donné la capacité immensément supérieure des «deux grands», une coalition de l'ensemble des autres acteurs dans le système ne suffirait pas à contrer la puissance des deux grands. On distingue donc dans ce système trois sortes d'acteurs (pas seulement des petits et des grands) : il y a les deux grands (les chefs de coalition), les États qui sont obligés de prendre partie et de prêter allégeance à l'un ou l'autre des chefs et les États qui peuvent et veulent demeurer en dehors du conflit <sup>73</sup>.

Aron nous dit aussi que ces trois types d'acteurs agissent selon une logique qui leur est propre au sein du système bipolaire. Premièrement, il y a les chefs de coalition pour qui il s'agit d'éviter que l'autre grand et/ou la coalition qu'il dirige se dote de moyens supérieurs aux siens et de maintenir l'ordre et la cohésion au sein de sa propre coalition car la défection d'un membre en faveur de l'autre coalition jouerait sur le rapport des forces entre les deux. La stratégie utilisée par les deux grands ressemble à celle connue sous le nom de «carrot and the big stick». Ainsi, on distribue aux membres de chacune des coalitions des «récompenses» telles la sécurité, l'aide financière, des termes favorables d'échanges etc... et on punit les membres qui présentent des comportements dissidents.

<sup>72</sup> Aron R., *Paix et guerre entre Nations*, 8ième édition, Calman-Lévy, Paris, 1984, p.144.

<sup>73</sup> *Ibid.*, p.145.

Deuxièmement, il y a les États qui prêtent allégeance à l'un des deux grands. Ces derniers sont motivés par deux grandes raisons. En premier lieu, même en s'unissant tous, ces acteurs ne pourraient former un troisième bloc étant donné les trop grandes capacités des deux grandes puissances. Ils ne peuvent donc «fuir» cette logique bipolaire en créant un troisième bloc. En second lieu, ils préfèrent laisser aux grands auxquels ils portent respectivement allégeance, le soin de gérer le système international par nécessité géographique (sécurité), idéologique, politique et économique. Ces *adhérents* peuvent néanmoins s'adonner à des activités qui servent leurs intérêts propres. Enfin, il y a les *non-engagés*. Ils n'ont peu ou pas d'intérêts à se ranger dans l'un ou l'autre des deux camps et ils peuvent même tirer des avantages à rester non engagés.

Morton A. Kaplan<sup>74</sup> nomme sensiblement les mêmes types d'acteurs que R. Aron. Il souligne les deux grands ainsi que la présence d'acteurs supranationaux qui tournent autour des deux grands tels l'OTAN et le Pacte de Varsovie qui sont des «acteurs blocs». Il parle également, dans la bipolarité lâche, de la présence d'acteurs non-engagés (non-bloc actors) et il ajoute la présence d'un acteur universel (les Nations Unies). Pour compléter cette «définition théorique» du système bipolaire, nous retenons quelques-unes des règles de fonctionnement de ce système telles que précisées par Morton A. Kaplan<sup>75</sup>

- 1- Tous les «acteurs blocs» doivent chercher à augmenter leurs capacités relatives par rapport à l'autre bloc.
- 2- Tous les «acteurs blocs» doivent s'engager dans une guerre majeure plutôt que de laisser le bloc rival accéder à une force prépondérante.
- 3- Tous les «acteurs blocs» doivent chercher à subordonner les objectifs de l'acteur universel aux objectifs de leur bloc si jamais il y a conflit entre les objectifs de ce bloc et celui de l'acteur universel, mais ils doivent aussi chercher à subordonner les objectifs du bloc rival à ceux de l'acteur universel.
- 4- Tous les acteurs non engagés doivent coordonner leurs objectifs nationaux avec celui de l'acteur universel et doivent chercher à subordonner les objectifs des acteurs bloc à ceux de l'acteur universel.

<sup>74</sup> Kaplan, Morton A. *Some Problems of International Systems Research*, in D.V. Edwards, *International political analysis*, Holt Reinhart and Winston Inc., New York 1970.

<sup>75</sup> *Ibid.*, p.282-283.

- 5- Les acteurs blocs doivent tenter d'étendre le membership de leur bloc, mais doivent tolérer les positions non engagés d'un acteur national particulier si l'alternative est de voir ce dernier se joindre à l'autre bloc ou appuyer les objectifs du bloc rival.
- 6- Les acteurs nationaux non engagés doivent chercher à réduire les dangers de conflits entre les acteurs blocs.
- 7- Les membres non engagés doivent refuser d'appuyer les politiques d'un bloc dirigées contre l'autre bloc.
- 8- L'acteur universel doit réduire les incompatibilités entre les deux blocs.
- 9- L'acteur universel doit mobiliser les acteurs étatiques non engagés contre des cas de déviation grossière telles l'utilisation de la force par un acteur bloc. Cette règle, à moins qu'elle ne soit contrebalancée par des règles telles la troisième et la quatrième, permettra à l'acteur universel de devenir le prototype d'un système universel.

Ces lois sont celles d'un système bipolaire «lâche». À l'opposé, le système bipolaire «serré», ne compte ni non-engagés ni acteurs universels ou bien, s'il en est, ces derniers n'ont aucune influence. Or, dans la situation étudiée, les Nations-Unies ainsi que les États du Tiers monde existent. Ces derniers, nous le verrons plus loin, deviennent l'enjeu des confrontations entre les deux super puissances; les Nations-Unies ont aussi leur importance historique. La présence de ces deux types d'acteurs (non-engagés et universels) vient d'être démontrée; nous nous trouvons donc face à un système bipolaire «lâche». En résumé, dans le système bipolaire «lâche» deux grandes puissances s'opposent autour desquelles se forment deux coalitions de blocs. Ces coalitions de bloc ne recouvrent cependant pas l'ensemble des États et il y a des États qui n'adhèrent à aucun bloc. Les deux grands, les États inclus dans chacune des coalitions et les non-membres agissent selon certaines règles. L'acteur universel, hormis ce qui est mentionné dans la dernière règle retenue de Morton A. Kaplan, est un outil dont se servent les deux grands, les deux coalitions et les non-engagés. Comment tout ceci a-t-il fonctionné dans la réalité à l'époque de la guerre froide?

### 3.1.2. La pratique

Maintenant que nous connaissons les prémisses théoriques d'un système bipolaire, comment ce dernier a-t-il fonctionné en pratique? Au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'Angleterre, bien



qu'elle ait fortement contribué à la victoire, n'est plus que l'ombre d'elle-même et va devoir très vite décharger sur l'Amérique la plupart de ses responsabilités mondiales. La France, libérée mais exsangue, doit consacrer toutes ses forces vives à sa reconstruction et à la reprise en main de son empire. La Chine, épuisée par sept ans de guerre et d'occupation japonaise, s'appête à basculer dans la guerre civile; il y a une Allemagne vaincue, terrassée par les Alliés et divisée en quatre zones d'occupation alliées et enfin il y a un Japon ruiné. Il reste l'U.R.S.S. et les États-Unis qui s'imposent comme les deux grands du système international.

Le conflit (la guerre froide) s'installe entre les deux avec l'expansion communiste sous contrôle soviétique dans l'Europe de l'Est et la réponse américaine connue sous le nom de politique d'endiguement. Par la guerre froide, la bipolarisation du système international se met en place et des États (d'Europe surtout) se cristallisent en «bloc» autour de chacun des deux grands; l'OTAN à l'Ouest et le Pacte de Varsovie à l'Est. Mais le système bipolaire, aux yeux de plusieurs auteurs tels Kenneth N. Waltz<sup>76</sup>, est, par nature, instable et fragile puisque «Where two powers contend, imbalances can be righted only by their internal efforts. With more than two, shifts in alignment provide an additional means of adjustment, adding flexibility to the system...with only two great powers, a balance of power system is unstable; four powers are required for its proper functioning»<sup>77</sup>. En effet, il semble plus facile de déséquilibrer une balance à deux poids qu'une à plusieurs poids surtout que, dans un système bipolaire, l'équilibre est davantage assuré par les capacités internes des pays qui dominent chacun des deux blocs. À l'appui de ceci, l'équilibre entre l'U.R.S.S. et les États-Unis fut assuré jusqu'au démantèlement de l'Union soviétique et de son empire. Ce démantèlement est largement dû à des facteurs internes. Malgré tout, si cet équilibre relativement précaire a été maintenu pendant près de cinquante ans, c'est qu'il était assuré par l'arme nucléaire.

<sup>76</sup> Waltz, Kenneth N., Theory of international politics, Addison Wesley, Reading, Mass., 1979.

<sup>77</sup> Ibid., p.163.

Avec la puissance nucléaire, on voit très vite une logique stratégique s'installer entre les deux grands. Les deux blocs sont, l'un pour l'autre, une zone «sacrée». Si l'une ou l'autre des puissances ose s'attaquer au bloc opposé, la réponse adverse sera ou pourra être l'utilisation de l'arme nucléaire qui devient d'autant plus une réplique possible avec l'apparition de la balistique à longue portée. Ainsi,

«la logique de la bipolarité, si elle permet de résorber des déséquilibres partiels, débouche cependant sur un risque d'affrontement majeur entre deux entités trop antagonistes pour coexister à long terme...Il faudra attendre l'apparition des vecteurs balistiques pour que toutes les conséquences du nucléaire soient envisagées»<sup>78</sup>.

C'est le système «MAD» (Mutual Assured Destruction) qui assure la stabilité entre les deux blocs et la non-intervention de chacun dans les affaires du bloc opposé.

Cette non-intervention assurée permet à chacun des grands de jouer sa stratégie de «carrot and the big stick» dans chacune de leur «zone d'influence». Ainsi, l'U.R.S.S et les États-Unis ont longuement contribué à la reconstruction de chacune des «deux Europes» à la fin de la seconde guerre mondiale. Chacune de ces puissances a aussi utilisé ses pouvoirs de dissuasion. Les États-Unis ont menacé la France et la Grande-Bretagne de représailles financières pour exprimer leur désaccord face à l'intervention militaire de ces deux États en Égypte en 1956. Nous connaissons aussi le sort des États déviants au sein du bloc de l'Est avec les événements tels le printemps de Prague, les troubles hongrois etc. Mais les États membres de chacune des coalitions jouent aussi leur rôle «théorique» (tel qu'élaboré par M. Kaplan plus haut) dans la pratique. Par exemple, la France, dont la sécurité est assurée par le bouclier de l'OTAN peut, en 1959, consacrer une grande part de ses forces armées au conflit en Algérie. Ceci est en accord avec ce que R. Aron affirme sur le système bipolaire que «...chaque unité politique tâche d'infléchir la politique de l'alliance dans le sens de ses intérêts propres ou de réserver le plus possible de ses forces aux entreprises qui la concernent directement»<sup>79</sup>. Les pays du bloc de l'est auraient aussi joué cette stratégie. Sous la menace supposée de danger de convulsions internes, les

<sup>78</sup> Roche, Jean-Jacques, *Le système international contemporain*, Montchrestein, 1992, p.28.

<sup>79</sup> Aron, R, Op. cit. p.146.

leaders de ces États affirmaient que si certaines exigences populaires n'étaient pas réalisées leur pays risquerait de plonger dans des crises du style tchèque ou hongrois. Ils auraient ainsi obtenu de Moscou une grande quantité d'aide financière et technique et ils ont pu laisser à l'U.R.S.S. le soin de s'occuper en grande partie de l'aspect militaire de la sécurité. Selon Valérie Bunce<sup>80</sup>, le coût de cette aide était, à la fin des années quatre-vingts, devenu excessif pour l'U.R.S.S. Ceci expliquerait en grande partie l'écroulement de l'empire soviétique. Nous avons donc présenté les données théoriques sur le système bipolaire ainsi que le fonctionnement pratique entre les deux grands et leurs alliés. Mais qu'en est-t-il de son impact sur les non-engagés ou pour nous, le mouvement des non-alignés?

### 3.1.3. Impact du système bipolaire sur les non-alignés

La plupart des auteurs qui traitent du non-alignement soulignent le rôle que le système bipolaire a joué dans la formation de ce mouvement. En effet, comme nous l'avons vu antérieurement, c'est ce système qui formait le contexte international au sein duquel le non-alignement s'est défini. Ainsi, en parlant du non-alignement, A. Chand affirme que «The Cold War certainly provided the context for the emergence of this policy...»<sup>81</sup>. Dans la présentation théorique du système bipolaire lâche, les non-engagés sont préalables à son émergence. Dans la pratique, ils sont aussi présents et c'est justement le MPNA. Le non-alignement se définit d'une manière à la fois négative et positive. D'une part, le non-alignement est un refus et une révolte. Au moment où les pays colonisés accèdent à l'indépendance ils se trouvent à la merci du jeu bipolaire auquel se livre les deux grands. Nous avons vu que, pour chacun des deux grands, il existe une zone «sacrée», mais cette zone «sacrée» ne comprend que les membres de chacun des deux blocs rigides. La compétition entre les deux grands se joue donc à l'extérieur de ces blocs: là où apparaissent les nouveaux États issus des mouvements de décolonisation et là où va naître le non-alignement.

<sup>80</sup> Bunce, Valérie *The empire strikes back: the evolution of Eastern Europe from a Soviet asset to a Soviet liability*, International Organization, XXIX, 1985, p.1-46.

<sup>81</sup> Chand, Attar, Op., cit, p.31-32.

D'une part, le non-alignement se définit de manière négative car ce dernier proteste contre cet état de chose en relations internationales. Ainsi, à la Conférence du Caire en 1964, le Président Nkrumah déclarait : «Nous sommes nés par protestation et par révolte contre l'état de choses prévalant dans le domaine des relations internationales, dû à la division du monde en deux blocs antagonistes»<sup>82</sup>. C'est donc, en premier lieu par refus de jouer le jeu bipolaire que le non-alignement est né.

Mais le non-alignement se définit aussi de manière positive. En effet,

« Le non-alignement n'est pas seulement un refus ou une révolte contre l'état de choses en relations internationales; il présente aussi une série de revendications ...Le non-alignement n'est pas seulement une attitude contre, une somme d'émotions anti. Il est aussi l'affirmation que les États du tiers monde entendent avoir un rôle positif à jouer dans le monde. Il y a là, par conséquent, une revendication de ne pas être tenus à l'écart des solutions qui sont ou doivent être apportées aux problèmes internationaux »<sup>83</sup>.

Selon ces mêmes auteurs, les États du tiers monde cherchent à jouer un rôle dans la formation du droit international, dans les problèmes de paix mondiale, dans la décolonisation et dans le domaine du développement.

Mais outre le fait que le non-alignement se soit défini à partir des réalités du système bipolaire, il joue le rôle théorique que lui a attribué M.A. Kaplan lorsqu'il parle d'acteurs non-engagés. En effet, les acteurs non-engagés ont, selon nous, bel et bien coordonné leurs objectifs nationaux en se formant en un groupe d'État non-alignés et tentent effectivement, tel que le souligne Peter Willetts<sup>84</sup>, d'influencer les «acteurs bloc» par l'entremise de l'acteur universel (règle numéro 4 de M. A. Kaplan ci-haut). Ces «non-engagés» tentent aussi de réduire les dangers de conflits entre «acteurs bloc» (règle numéro 6), ils refusent d'appuyer un bloc contre un autre (règle numéro 7) et ils se mobilisent au sein des Nations-Unies

<sup>82</sup> Jankowitsch, O. et K.P. Sauvart, Op., cit, p.13.

<sup>83</sup> Gonidec, P.-F. et R. Charvin, Op., cit. p.362-363.

<sup>84</sup> Willetts, P., Op., cit.

(règle numéro 9). L'acteur universel devient, comme nous l'avons souligné, un outil et un forum pour les non-alignés dans la mesure où les règles trois et quatre de M. A. Kaplan nous révèlent que cet acteur universel est bel et bien soumis au jeu d'influence qui se déroule en son sein.

Mais si le non-alignement s'est défini par rapport au système bipolaire, qu'advient-il lorsque ce système s'effondre? Peter Willetts souligne que le champ de revendication des non-alignés est si vaste que la disparition du système à partir duquel s'est défini le non-alignement ne devrait pas provoquer de crise d'identité de ce mouvement. C'est-à-dire que même si la bipolarité s'efface, le mouvement aura toujours des choses à revendiquer au sein de n'importe quel système international. Nous allons voir, dans la prochaine section de ce chapitre, que le système bipolaire ne s'applique plus pour la période 1989-1992. Nous allons aussi émettre des hypothèses qui vont à l'encontre de ce qu'avance Peter Willetts quant à l'impact de ce changement en relations internationales sur le mouvement des non-alignés. Nous vérifierons ces hypothèses dans le quatrième chapitre.

### **3.2 Le système international au cours des années 1989-1992**

#### **3.2.1. Quelques faits**

La chute du mur de Berlin (9 novembre 1989) ainsi qu'un coup d'État manqué à Moscou (1991) entraînant la disparition de l'Union Soviétique sont les grands événements qui ont confirmé la fin du système bipolaire. Le bloc communiste a disparu au grand désarroi de tous. Peut-on rétablir le système bipolaire en invoquant une autre menace anti-occidentale comme une forme de regroupement islamique? Selon plusieurs auteurs dont Alain Minc<sup>85</sup>, la réponse est non. Leon T. Haddar affirme que «Far from being a unified power that is about to reach again the gates of Vienna and the shores of Spain, Islam is, in fact, currently on the defensive against militant anti-Muslim fundamentalists»<sup>86</sup>.

<sup>85</sup> Minc, Alain, *Le nouveau moyen-âge*, éditions Gallimard, 1993.

<sup>86</sup> Haddar, Leon T., *What Green Peril?*, *Foreign Affairs*, vol. 72, no.2, p.31.

Se superpose à la disparition du système bipolaire et à son «non-remplacement», l'ambiguïté américaine. Cette ambiguïté provient, d'une part, des États-Unis eux-mêmes et, d'autre part, de la confusion qui règne dans le système international. En effet, pour ce qui est des facteurs internes, on note les positions apparemment contradictoires de George Bush lors de la Guerre du Golfe. Même ce Président accusé de porter trop d'attention aux engagements internationaux américains aux dépens des troubles sociaux internes aux États-Unis (à ce titre, il suffit de rappeler les émeutes de Los Angeles), a laissé dans la confusion ce que devait être la politique étrangère américaine dans l'ère «post guerre froide». La citation qui suit résume bien ce fait :

«...the United States had, in the past, always needed an overarching rationale for its engagement abroad, and it would almost certainly need one in the future. In mobilizing his fellow citizens to go to war against Saddam Hussein, Bush had suggested that what was at stake were the standards, championed by the United States but applicable to all humanity, about how governments should govern. But in the way he ended the war, he repudiated that principle. More important, he gave his countrymen no coherent or compelling alternative. He left them in confusion over exactly what they had been fighting for in the Persian Gulf, hence over what America's role should be in the post-Cold war world »<sup>87</sup>.

L'action américaine dans le Golfe vs son inaction en ex-Yougoslavie confirme cette drôle de politique étrangère où

les États-Unis interviendront pour des raisons morales et humaines là où leurs intérêts sont en jeu.

La confusion ne vient pas seulement du niveau gouvernemental. Elle vient aussi de la société américaine. En effet, «The United States remains the world most important military power, as it has demonstrated in the Persian Gulf. However, national power as such rests on a triad: military power; economic power, incorporating technological leadership or competitiveness; and finally, social cohesion and public consensus on national goals»<sup>88</sup>. Or, dans ces autres aspects de la puissance, on remarque une

<sup>87</sup> Talbott, Strobe, *Post Victory Blues*, *Foreign Affairs*, vol. 71, no. 1, p.69.

<sup>88</sup> Pfaff, William, *Redefining World Power*, *Foreign Affairs*, vol. 70, no. 1, p.36.

pluripolarité au niveau de l'économie internationale (États-Unis, Europe, Japon et/ou Asie), l'irrésolution des politiques fiscales à adopter dû à des divisions sociales importantes quant aux objectifs sociaux à atteindre et un non-consensus quant aux engagements à prendre dans le monde.

Cette confusion américaine peut aussi s'expliquer par l'état des choses en relations internationales. Robert L. Pfaltzgraff Jr.<sup>89</sup> avance certains de ces «facteurs de confusion» : ces derniers sont : un nombre de plus en plus important d'États qui vont acquérir et/ou développer une force militaire relativement importante avec des armes de destruction massive, l'apparition d'États capables de projeter leur puissance sur une base régionale et peut être plus, l'avènement de conflits entre États existants et/ou entre nouveaux États dont certains seront le résultat de haines historiques refoulées durant la guerre froide et enfin, la possibilité de guerres civiles avec des armes nucléaires. Il y a, selon cet auteur, un glissement qui s'effectue vers une pluripolarité dans le système international. Or tout ceci ne coïncide pas avec ce qu'avance Charles Krauthammer lorsqu'il affirme que «The most striking feature of the post-Cold War world is its unipolarity»<sup>90</sup>. Selon cet auteur, cette unipolarité est et sera avec nous pour encore quelques décennies. Or, comment marier cette pensée avec les agissements des États-Unis et le fait que cette puissance ne prime qu'au niveau militaire. Bref, pour confirmer la thèse unipolaire, il faudrait que tous les éléments de la puissance soient concentrés dans les mains des États-Unis. Nous avons déjà souligné un manque au niveau social, économique et gouvernemental. À l'inverse, pour confirmer les thèses pluripolaires, il faudrait l'apparition d'autres puissances. Par conséquent, qu'en est-il des puissances potentielles telles le Japon ou l'Europe?

Du côté de l'Europe, on observe l'absence de puissance militaire (les armées, à l'exception du «petit» Eurocorps, sont toujours nationales), une cohésion sociale quasi absente (en témoignent les résultats des différents référendums sur le traité de Maastricht et les attitudes de pays tels la Grèce sur la

<sup>89</sup> Pfaltzgraff Jr., Robert L., *The Emerging Global Security Environment*, *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol.517, September 1991, p.10-24.

<sup>90</sup> Krauthammer, Charles, *The Unipolar Moment*, *Foreign Affairs*, vol. 70, no.1, p.23-24.

question macédonienne) et économiquement, l'Europe semble en moins bonne posture que les États-Unis surtout en ce qui concerne le développement de nouvelles technologies. De plus,

«...Europe has become among the most turbulent of continents. Old states are falling apart and new ones are being created, all sharing economic fragility but varying greatly otherwise in culture, tradition and potential international weight. There is the prospect of isolated famine and mass migration. In some areas, violence is becoming endemic and routine. A long locked cupboard, packed full of old worn ideologies and prejudices, has suddenly burst open»<sup>91</sup> .

Bref, rien n'indique que l'Europe, à court terme, s'élèvera au rang de grande puissance.

Du côté japonais, plusieurs données nous permettent d'avancer que ce pays exerce et va continuer d'exercer un leadership économique dans la région asiatique, plus particulièrement dans le bassin du Pacifique<sup>92</sup> . Mais si le Japon détient des éléments économiques de la puissance, le reste est absent. Les quelques phrases qui suivent l'illustrent bien :

« In Japan, the crisis over the Gulf was a manifestation of the failure of Japanese leadership...when the Gulf crisis erupted, Japan was governed by its politically weakest leadership of the postwar era...The public was polarized...The Gulf was a unique phenomenon...The outcome was shocking, rudely awakening Japan to its inability to cope with a crisis affecting its vital interests. The lesson was that the international environment in the 1990's will no longer allow Japan to follow the same one-dimensional economic strategy it has single-mindedly pursued for the past forty years »<sup>93</sup> .

Le Japon continue aujourd'hui de débattre la question de se doter de moyens pour protéger ses intérêts. Donc, socialement divisé (sur ce point au moins) et sans capacité militaire actuelle, le Japon non plus ne sera pas, à court terme, une super puissance égale aux États-Unis.

<sup>91</sup> Freedman, Lawrence, *Order and disorder in the New World*, *Foreign Affairs*, vol. 71, no. 1, p.28.

<sup>92</sup> Krauss, Lawrence B. , *Change in the international system: The Pacific Basin*, *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 517, September 1991, p.10-24.

<sup>93</sup> Funabashi, Yoichi, *Japan and the New World Order*, *Foreign Affairs*, vol. 70, no. 5, p.58-59.



### 3.2.2 Nos conclusions sur le système international

Tout ceci indique que le changement est omniprésent dans le domaine international. Ainsi, James N. Rosenau<sup>94</sup> parle de l'évolution de trois paramètres. Soit le micro (l'individu) qui, de plus en plus informé et structuré, se perçoit de plus en plus partie prenante et acteur sur la scène internationale. Il y a le micro-macro (les structures dirigeantes; l'organisation étatique) qui constate l'érosion de son rôle unique sur la scène internationale au profit du micro-paramètre et du macro-paramètre. Ainsi, ne voit-on pas l'apparition «d'États régions», de «villes internationales», de firmes multinationales importantes, de mouvements sociaux internationaux (Greenpeace, Amnistie internationale) qui sont des éléments du niveau micro. Au niveau macro, il y a l'avènement d'organisations supranationales telles la Convention sur le droit de la mer. En effet, cette dernière est sans précédent en relations internationales car elle est le premier organisme à se doter d'une administration propre et indépendante (non-étatique) qui est chargée de gérer les océans. Ce système est peut être en train de se reproduire en ce qui concerne l'Antarctique et l'espace; «endroits» non gérés par un État. Enfin, l'aspect structurel de ce macroparamètre (la structure globale de la politique mondiale) voit éclore «Un monde multicentrique complexe, constitué d'acteurs variés et autonomes, assorti de structures, de processus et de principes décisionnels spécifiques»<sup>95</sup>.

Ces trois paramètres ressemblent quelque peu aux trois types de changements pouvant survenir dans le système international selon Robert Gilpin. Ces trois types de changements sont :

«The first and most fundamental type of change is a change in the nature of the actors or diverse entities that compose an international system; this type of change will be called system change. The second type of change is a change in the form of control or governance of an international system [It entails changes in the international distribution of power] this type of change will be labeled systemic change. Third, a change may take place in the form of regular interactions processes among the entities in an ongoing international system; this type of change will be labeled simply interactions change»<sup>96</sup>.

<sup>94</sup> Rosenau, James N., *Le nouvel ordre mondial: forces sous-jacentes et résultats*, *Études internationales*, vol. 23, no.1.

<sup>95</sup> Rosenau, James N., *Op. cit.*, p.25.

<sup>96</sup> Gilpin, R., *Op. cit.*, p.39-40.

Au bas de l'échelle on retrouve des «interaction changes», des changements dans le type d'interaction ayant cours dans le système international. Les interactions dans le système international étaient jusqu'ici inter-étatiques. Or elles le sont de moins en moins ; les éléments du microparamètre communiquent entre eux sans passer par l'État et certaines interactions ne sont même plus gérées par les États (la Convention sur le droit de la mer). De plus, les États entre eux modifient leurs interactions : ils ouvrent leurs frontières (le libre-échange), s'intègrent et vont jusqu'à régler leurs différends en cour plutôt que sur un terrain de bataille. Au deuxième échelon, il y a les changements systémiques. Ici, nous observons sans aucun doute un changement dans la distribution de la puissance dans le système international. Enfin, tout en haut se trouvent les changements de système. Le système d'États nations pourrait être en train de se faire remplacer par un autre système avec l'apparition de nouveaux acteurs sur la scène internationale dû à l'évolution des trois paramètres dont nous avons discutés plus haut.

Bref, sans nier le rôle toujours important de l'État, des changements à tous les niveaux (micro, micro-macro et macro ou des changements dans les interactions, des changements systémiques et/ou de système) semblent s'effectuer. C'est ce que certains appellent «le triomphe du transitoire et de l'ambivalent»<sup>97</sup>. L'État recule à la faveur d'autres acteurs, le monde peut être à la fois unipolaire (niveau militaire) et multipolaire (niveau économique). Tout ceci indique que nous sommes en période de changements, de transitions. Mais quelles répercussions pourraient avoir ces changements sur les non-alignés?

### 3.2.3 Hypothèses sur les impacts possibles

L'exercice ici est de se demander comment ces bouleversements affectent hypothétiquement les fondements, tels que vus dans le premier chapitre, et l'avenir du mouvement des PNA. Premièrement,

<sup>97</sup> Laïdi, Zaki, *Le système international: un double relâchement*, dans *L'état du monde* 1993, Éditions La Découverte, Montréal, p.31.

nous avons vu que la «communauté d'intérêts» du mouvement s'est largement développée en réaction au système international qui prévalait durant la guerre froide. Ce système n'étant plus aujourd'hui, nous sommes en droit d'avancer qu'il devrait y avoir des changements dans les thèmes défendus et dans l'importance accordée à chacun des thèmes étudiés.

Toujours selon notre scénario hypothétique, le mouvement devrait se maintenir et continuer à exercer de la pression. Toutefois, se maintenir et exercer de la pression devrait être plus difficile pour la période 1989-1992 car, outre chez les gouvernements particuliers, où se trouve le pouvoir en relations internationales aujourd'hui? Qui sont les grandes puissances? Et les «nouveaux acteurs» ont-ils certains pouvoirs? De plus, quel est le «nouveau» système juridique? Les grandes puissances font-elles toujours les règles du jeu? Enfin, le groupe est autonome par rapport à quel pouvoir? Toutes ces questions devraient engendrer une certaine confusion chez les non-alignés (comme chez tous les États, même les États-Unis).

Notre hypothèse finale porte par conséquent sur la viabilité du mouvement dans ce nouvel environnement. Un groupe de pression cesse d'exister s'il a atteint ses objectifs ou bien si les éléments qui ont permis la création de la communauté d'intérêt sur laquelle il se fonde ne sont plus ou encore s'il est incapable de trouver une «nouvelle source d'intérêt». Dans notre cas, nous croyons que la disparition des éléments/conditions qui ont entouré la création de sa communauté d'intérêt (la fin de la guerre froide) sera fatale pour le mouvement. Bien que les thèmes défendus par le mouvement transcendent les systèmes internationaux (les problèmes économiques de ces États sont toujours présents malgré la fin du système bipolaire), il n'y a guère plus personne sur qui s'aligner alors comment parler de non-alignement? De plus, un autre groupe semble prendre la relève et ce dernier n'a pas le handicap de s'être formé en réaction à la guerre froide. Il s'agit du Groupe des 77. Reprenons donc la même analyse qu'au deuxième chapitre pour vérifier tout ceci.

## CHAPITRE 4

### MÉTHODE PARTICULIERE D'ANALYSE APPLIQUÉE À LA PÉRIODE 1989 -1992

Au chapitre II, nous avons défini les fondements d'un groupe de pression comme étant «les raisons de sa mise sur pied et/ou de son maintien». Pour la période 1955-61, il s'agissait bien entendu des fondements qui ont donné lieu à la naissance du mouvement des PNA. Pour la période 1989-92, il s'agit de vérifier si les fondements du groupe sont atteints par les changements dans le système international tel que nous l'avons hypothétisé au chapitre III. Si c'est le cas, il nous faudra vérifier l'impact de ces changements sur le mouvement.

La première chose qu'il nous faut remarquer, c'est une absence quasi totale de littérature sur le non-alignement depuis la fin des années quatre-vingts. En effet, à part quelques articles ou publications d'organismes spécialisés tel le «South Centre», le mouvement des PNA fait de plus en plus rarement l'objet d'études monographiques. Il nous faudra donc, dans ce chapitre, travailler avec des documents des conférences (comme au second chapitre) et avec les quelques articles de revues et d'organismes qui traitent du sujet.

Nous allons donc reproduire ici un tableau similaire à celui élaboré au chapitre II à partir de la Conférence du sommet de Belgrade qui s'est déroulée entre le quatre et le sept septembre 1989 et de la Conférence du sommet de Jakarta qui s'est déroulée entre le premier et le six septembre 1992. Les critères pour le choix des énoncés retenus pour chacun des thèmes sont les mêmes qu'au chapitre II. Ceci nous permettra une comparaison adéquate des résultats obtenus pour chacune des deux périodes.

### TABLEAU III

#### Points ou déclarations retenus pour chacun des thèmes pour les deux conférences

Belgrade sept 4-7 1989

Jakarta sept 1-6 1992

#### DÉCOLONISATION :

A)«Nous réaffirmons notre appui au droit à l'autodétermination de tous les peuples vivants sous domination coloniale ou étrangère. Il est inconcevable qu'à l'aube du 21<sup>e</sup> siècle, plus de 20 territoires et des millions d'individus vivent toujours dans ces conditions. À travers nos initiatives, les Nations-Unies ont déclaré la dernière décennie de ce siècle comme étant la décennie de l'éradication du colonialisme. Ceci est un objectif que nous considérons être une obligation morale envers et pour toute l'humanité. Nous réaffirmons la nécessité de renforcer la solidarité avec les non-alignés et les autres pays qui font face à l'agression, l'intervention ou l'ingérence dans leurs affaires internes».

#### DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE :

A)«Dans la vaste majorité des pays en voie de développement, la situation économique s'est dramatiquement détériorée et ce, particulièrement chez les moins développés. Ils suffoquent sous l'exode des capitaux et leur pouvoir d'achat diminué. Le développement économique et social accéléré des pays en voie de développement n'est pas seulement une nécessité impérative pour eux, mais pour le monde entier. Même quinze ans après sa proclamation, le Nouvel ordre économique mondial demeure un objectif difficile mais valide. Ce qui est requis sont des ajustements structurels dans toutes les sphères en accord avec les objectifs et les priorités des pays en voie de développement de manière à répondre au défi des nouvelles technologies»...

B) «Le développement accéléré requiert avant tout une augmentation substantielle du transfert net de ressources vers les pays en voie de développement, tout spécialement vers les moins développés; une solution durable et compréhensive au problème de la dette extérieure des pays en voie de développement; une libéralisation du commerce mondial par le retrait des barrières protectionnistes, les prix des commodités rémunératrices et des conditions monétaires stables».

C) «L'évolution rapide de la science et de la technologie a des impacts énormes sur le développement mondial. De ce fait, il est d'une importance capitale pour le groupe de chercher à s'assurer une coopération plus étroite dans ce domaine, dans les relations Sud-Sud et Nord-Sud. Le transfert de technologies est devenu essentiel pour assurer un développement économique rapide».

#### DÉCOLONISATION :

A)«Nous demeurons inébranlables dans notre appui au combat légitime du peuple palestinien pour obtenir leur droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance et nous réitérons notre demande pour le retrait d'Israël de tous les territoires arabes incluant Jérusalem. Nous espérons qu'une entente juste et durable sur la base des principes et résolutions adoptées par les Nations-Unies sera rapidement conclue quant à la question de la Palestine».

#### DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE :

A)«Dans la sphère économique, la structure internationale inéquitable et des relations inégales ont amené des disparités et des injustices inacceptables qui continuent d'agrandir l'écart technologique et le niveau de prospérité entre les pays développés et sous-développés».

B) «Notre groupe est engagé à faire la guerre à la pauvreté, l'ilotisme et le sous-développement. Nous cherchons à avancer un développement élargi et centré sur les gens incluant la promotion du développement des ressources humaines. Nous appelons un développement accéléré des pays en voie de développement basé sur une distribution équitable, le progrès et la stabilité».

C) «Les progrès des pays non-alignés et des autres pays sous-développés sont toujours gênés par un environnement économique externe non favorable caractérisé par un accès inadéquat aux technologies, un trop grand protectionnisme, des prix historiquement bas quant aux prix des commodités et des matières premières, des flots de capitaux contractés et l'écrasant problème des dettes extérieures et des services des dettes qui résultent dans des flots de capitaux inversés vers les pays développés et les institutions multilatérales. Dans ce contexte, la situation socio-économique en Afrique, où des millions souffrent de déprivation économique et sociale, appelle à l'action concertée. L'Afrique mérite notre attention spéciale».

**D)** «La gestion de l'économie mondiale a besoin d'être élargie de manière à refléter les intérêts de tous les pays et groupes de pays et doit établir des politiques appuyées par tous. Les problèmes sociaux et économiques présents et les besoins pour le futur sont tels qu'aucun État ou groupe d'États ne peut les régler seuls. Ils appellent un effort collectif basé sur la mutualité des intérêts. Des consultations de sommet Nord-Sud régulières sur des thèmes économiques sont essentielles pour assurer une gestion équitable et collective de l'interdépendance mondiale.

**D)** «Nous sommes consternés devant la non-conclusion des négociations de «l'Uruguay Round». Nous appelons d'urgence les pays développés à conclure sans délais supplémentaires une solution balancée, équitable et satisfaisante du Round qui prenne en ligne de compte les besoins en matière de développement et les intérêts des pays en voie de développement».

**E)** «Un déplacement de l'attention en relations internationales vers un renforcement de la coopération multilatérale pour le développement est devenu indispensable. De ce point de vue, nous appelons la réforme et la restructuration du système économique mondial et le renforcement des Nations-Unies pour améliorer la coopération et le développement économique international. Jamais auparavant les destins et la fortune du Nord et du Sud n'ont été liés de manière aussi inextricable. Vers cette fin, nous appelons la réactivation d'un dialogue constructif entre les pays développés et en voie de développement basée sur une interdépendance véritable, la mutualité des intérêts et des bénéfices et la responsabilité partagée».

#### SÉCURITÉ INTERNATIONALE :

**A)** «La poursuite du désarmement complet, particulièrement en matière d'armes de destruction de masse est impérative puisqu'il est nécessaire pour sécuriser l'existence même de la race humaine sur notre planète. Le sombre contraste entre les dépenses militaires énormes et la pauvreté souligne l'importance de donner une forme concrète au concept de lien entre le désarmement et le développement...La relation intime entre le désarmement et le développement doit être vue comme une contribution à des efforts étendus pour donner préséance au développement économique par rapport aux priorités imposées par la course dangereuse et irrationnelle pour l'obtention d'une puissance militaire».

**B)** «Aujourd'hui, certains «points chauds» ont une longue histoire. Ces conflits, qui plus souvent qu'autrement ont des causes très bien enracinées, sont aggravés et acquièrent de nouvelles dimensions dû à l'interférence, l'intervention et l'implication de puissances externes. Le conflit qui en résulte alors mine les relations internationales, cause de grandes souffrances humaines et empêche la communauté internationale d'adresser les grands problèmes d'aujourd'hui. C'est pourquoi le mouvement des non-alignés est déterminé à participer activement dans tous les efforts qui tendent vers la solution des crises dans le monde indépendamment de leurs causes historiques ou contemporaines en s'assurant que les solutions ne sont pas imposées par des puissances étrangères au détriment des intérêts des partis directement concernés. Dans ce contexte, les pays non-alignés expriment leur solidarité avec tous les peuples qui n'ont pas encore exercés leur droit à l'autodétermination».

#### SÉCURITÉ INTERNATIONALE :

**A)** «Le monde d'aujourd'hui est toujours loin d'être pacifique, juste et sécuritaire. Des disputes, des conflits violents, l'agression et l'occupation étrangère, l'interférence dans les affaires internes des États, des politiques d'hégémonie et de domination, des conflits ethniques, religieux, l'intolérance, des nouvelles formes de racisme et de nationalisme sont tous des obstacles majeurs et dangereux à la coexistence harmonieuse entre les États et les peuples et ont même entraîné la désintégration d'États et de sociétés».

**B)** «Nous sommes enchantés par les progrès faits pour limiter l'armement nucléaire et conventionnel. Mais l'agenda du désarmement n'est pas fini et plus encore reste à faire. Un monde sans arme nucléaire a toujours été la vision des non-alignés. Ceci seulement peut assurer la survie de l'humain et c'est la responsabilité collective de toutes les nations. Nous pressons aussi pour des efforts accélérés sur d'autres priorités notamment quant à toutes les armes de destruction de masse».

C) «Jusqu'à ce qu'une paix durable et stable soit établie sur une structure internationale viable, la paix, l'atteinte du désarmement et la résolution de disputes par des moyens pacifiques, continuent d'être notre première tâche...Le monde est toujours menacé par les arsenaux nucléaires massifs qui sont de plus en plus raffinés et auxquels on ajoute toujours. Le seul espoir pour le désarmement nucléaire réside dans la discréditation de l'équilibre de la terreur et dans l'objectif d'élimination totale des armes nucléaires par les puissances nucléaires. Nous sommes aussi informés sur le fait que le désarmement nucléaire et conventionnel ne peut être accompli sans la participation de tous les facteurs internationaux».

C)«Nous sommes inquiétés quant aux impacts négatifs que les dépenses militaires globales ont sur le développement économique. Les ressources libérées par la réduction des dépenses en armements devraient être réorientées vers le développement économique et social de tous les pays, particulièrement ceux en voie de développement. Ceci facilitera en même temps l'atteinte de la sécurité par un niveau plus bas d'armement».

#### 4.1 Analyse de contenu

Nous allons répéter ici la même analyse de contenu que celle effectuée au chapitre II. Sur la question du poids relatif de chaque thème retenu, le résultat pour la conférence de Belgrade en 1989 est : décolonisation un item sur neuf (11,1%), développement économique quatre sur neuf (44,4%) et sécurité mondiale quatre sur neuf (44,4%). La conférence de Jakarta nous donne des résultats légèrement différents: décolonisation un item sur neuf (11,1%), développement économique cinq sur neuf (55,5%) et sécurité mondiale trois sur neuf (33,3%). On voit ici un seul changement; à Jakarta, une plus grande importance est accordée au thème du développement économique et ce aux dépens du thème de sécurité mondiale. Avant de passer à une analyse plus approfondie des résultats pour l'exercice de comparaison entre les deux conférences et les deux périodes, regardons les résultats modifiés.

À Belgrade, il est dit à la dernière phrase de l'item «B» sur la sécurité mondiale que «dans ce contexte, les pays non-alignés expriment leur solidarité à tous les peuples qui n'ont pas jusqu'ici, exercé leur droit à l'autodétermination». Le résultat modifié pour le thème de décolonisation est donc de deux points sur douze (16,7%). Dans l'item «A» du thème de sécurité mondiale, on parle de réorienter les ressources des dépenses en armement en faveur du développement . On obtient alors cinq points sur douze (41,7%) pour le développement . Enfin, dans l'item qui traite de décolonisation on souligne, à la dernière phrase, l'ingérence étrangère.

Par conséquent, le thème de sécurité mondiale est lui aussi modifié et le résultat est de cinq points sur douze (41,7%) pour ce thème.

Pour Jakarta, seul le thème de développement économique subit une modification. Le point «C» du thème de sécurité mondiale énonce clairement le lien entre le désarmement et le développement. Par conséquent, on obtient qu'un point sur dix\* (10%) traite de décolonisation, six sur dix de développement économique (60%) et trois sur dix (30%) de sécurité mondiale. Avant d'analyser ces résultats, exposons- les dans le tableau qui suit :

Tableau IV

	BELGRADE		JAKARTA	
	résultat	résultat modifié	résultat	résultat modifié
Décolonisation	11.1%	16.7%	11.1%	10%
Développement	44.4%	41.7%	55.5%	60%
Sécurité	44.4%	41.7%	33.3%	30%

Pour arriver à interpréter les changements de résultats entre ces deux conférences, une seule et grande question se pose : qu'est-ce qui était présent sur la scène internationale en 1989 et qui ne l'était plus en 1992? Il s'agit bien entendu de l'URSS. Bien que son empire eut été en plein effondrement en 1989, l'Union soviétique existait toujours et, de ce fait, le système bipolaire. La menace d'un conflit nucléaire entre les deux grands, bien qu'affaiblie, existe toujours en 1989. C'est pourquoi les thèmes de développement économique et de sécurité mondiale sont aussi importants l'un que l'autre en 1989. En 1992 par contre, le risque d'une guerre nucléaire entre les deux grands est «virtuellement» effacée avec la disparition de l'un des deux, en l'occurrence, l'Union soviétique. De plus, comme nous le verrons plus en profondeur, le mouvement a bel et bien su, contrairement à nos hypothèses, se redéfinir pendant cette période d'incertitude internationale. Dans cette redéfinition, le mouvement souligne davantage le lien entre le désarmement et le développement. C'est d'ailleurs pourquoi les résultats des thèmes de

---

\* Dix étant le nouveau total.



développement économique et de sécurité mondiale sont ainsi modifiés en 1992. Ce lien que le mouvement fait entre développement et désarmement n'est pas nouveau, il existait lors de la fondation du mouvement; ce qui est nouveau, c'est l'insistance mis sur ce lien maintenant présenté de deux façons par les PNA. Premièrement, «There now exists an enhanced perception of the vital link between security and development. It is recognized that, more often than not, economic backwardness is at the root of political instability and social conflict and that economic growth and prosperity can go a long way towards bolstering security»<sup>98</sup>. Il y a donc un lien entre le sous-développement et la sécurité mondiale. Deuxièmement, comme mentionné au point «C» du message de Jakarta, il y a un lien entre le désarmement, (les ressources libérées par cette mesure) et le développement.

Pour conclure rapidement sur la période 1989-1992, le thème de décolonisation est peu important alors que ceux du développement économique et de la sécurité mondiale le sont. En 1989, la présence de l'Union soviétique et la confusion qui règne quant à son éventuelle disparition (et le système bipolaire avec elle) force les non-alignés à continuer à donner une importance au thème de développement économique et à celui de sécurité mondiale. En 1992, la redéfinition des stratégies du mouvement donne préséance au thème de développement économique car l'une des deux super puissances s'est effondrée et avec elle, le danger d'un conflit nucléaire mondial.

Mais qu'en est-il de la comparaison entre les deux périodes? Bien évidemment, le thème de décolonisation a perdu de l'importance entre ces deux périodes grâce au fait qu'il ne reste, en 1989-1992, presque plus de territoires coloniaux comparativement à 1955-61 et parmi ceux-ci, certains désirent le rester (l'exemple récent des Bermudes nous le montre). Bien que le thème de sécurité mondiale reste important en 1989-1992, la disparition du système bipolaire et l'insistance

---

<sup>98</sup> *Enhancing the Economic Role of the United Nations*, South Centre, Genève, octobre 1992, p.1.

sur le lien entre désarmement et développement et développement et paix, accentue l'importance, voire même la prééminence du thème de développement économique. Pour le MPNA, le désir de sécurité mondiale dans l'ère post guerre froide n'est plus engendré par la peur d'un conflit nucléaire entre les deux grandes puissances, mais par un écart grandissant «...the widening gap between North and South has become the central threat to international security»<sup>99</sup>. Quant à l'idée de souveraineté, nous allons y revenir en traitant des fondements du mouvement des PNA notamment en ce qui concerne les fondements politiques de ce dernier. Voici donc quelques résultats rapides de la comparaison entre les deux périodes. Nous allons examiner plus en détail les impacts qu'ont eus les bouleversements du système international sur les fondements du mouvement des PNA et ajouter ainsi à ces explications rapidement élaborées.

## **4.2. Impacts sur les fondements**

### **4.2.1. Les fondements politiques**

Nous avons vu au chapitre II que, dans le domaine de la décolonisation, le mouvement des PNA cherchait à atteindre le pouvoir à travers les Nations-Unies avec le poids du nombre. En effet, c'est par un membership sans cesse croissant que le MPNA est devenu le lobby le plus important des Nations-Unies et ce membership croissant est dû à l'arrivée de nouveaux États sur la scène internationale, grâce à la décolonisation. Mais aujourd'hui, ce fondement politique où l'on cherche à influencer le pouvoir en relations internationales n'est plus le même. La grande majorité du globe est maintenant couverte d'États souverains. Toutefois, leur souveraineté est toujours menacée ou brimée étant donnée la structure du pouvoir dans le système international. R.S. Yadav explique bien cette nouvelle réalité en affirmant que

---

<sup>99</sup> *North-South Issues: A Review of NAM Documents*, South Letter, No.15, automne 1992, p.7.

«...the world at present is neither unipolar nor multipolar. It rather represents a situation in which there is considerable diffusion of power and influence. At this juncture, it is difficult to say whether the U.S.A. will remain as the superpower or not. However, one thing is certain that due to its strategic capabilities and historical reasons, it will continue to have key position on the world scene at least till the end of the present century. Whether it will be able to establish its own version of «World Order» or not, it is most likely to play a predominant role in the emerging conditions. Consequently, the developing nations will be more pressurised and marginalised in the world decision making processes than they have been during the Cold War Era. Their independence may also be endangered»<sup>100</sup>.

En effet, durant la guerre froide, les États du Tiers-monde étaient l'enjeu des affrontements entre l'Est et l'Ouest. Ils jouissaient d'une importance relativement grande dans le système international. Mais aujourd'hui, où se situent-ils, quelle est leur importance dans le système international? N'étant plus l'enjeu d'une confrontation, ils se retrouvent marginalisés. Cette marginalisation les rend victimes du néocolonialisme ou du néo-impérialisme. Bref, leur souveraineté est en jeu. De plus, le groupe ne saurait compter sur la force du nombre pour augmenter sa force de frappe; il reste si peu de pays colonisés qui pourraient devenir États souverains que cela ne fait plus le poids. Le nouvel objectif doit donc viser à renforcer la coalition d'États souverains que constitue le mouvement des PNA pour empêcher tout retour à l'état colonial, ou encore une soumission au néocolonialisme. Ce renforcement interne leur permettra de faire face au nouveau centre de pouvoir, le Nord, et d'y exercer une pression semblable à celle qu'ils exerçaient sur les grandes puissances. Ainsi,

«As an indispensable corollary to efforts in the North-South context, the Summit leaders (Sommet de Jakarta) called for the intensification of efforts by Non-Aligned and other developing countries to attain

<sup>100</sup> R.S. Yadav, *NAM in the New World Order*, *India Quarterly*, vol. 49, no. 3., p.47.

collective self-reliance. Not only to enhance their negotiating strength but also to increase their opportunities for development»<sup>101</sup>.

C'est là, en 1989-1992, l'enjeu politique de la décolonisation.

Comme nous l'avons déjà mentionné et comme nous le verrons plus loin, les questions de développement économique et de sécurité mondiale sont fortement liées pour la période 1989-1992. L'idée de base est à peu près la même qu'en 1955-61 où le MPNA cherche, par la pression, à influencer les décisions en matière d'octroi d'aide économique et de désarmement. Il cherche à influencer les pays développés pour l'accès aux nouvelles technologies et à modifier l'environnement économique mondial (prix des matières premières, flots de capitaux etc...). Mais surtout, et davantage qu'en 1955-61, on cherche à démocratiser les relations internationales en s'attaquant encore, mais avec plus de vigueur, aux principes qui régissent les processus de prise de décision aux Nations-Unies. C'est ce que souligne entre autres, Dip Narain Mishra lorsqu'il affirme que

«Despite cynicism often expressed about the usefulness of the world body, there is an overwhelming recognition that in the context of deteriorating international relations and mutual distrust, it is all the more necessary to emphasize the lasting importance of the U.N. and the need to strengthen it. U.N. has failed to cope with the major world problems because its basic structure has become obsolete during the last 47 years. Only after restructuring, one could expect effective safeguards for the interests of the third world countries. The U.N. is increasingly coming to grips with the hard realities faced by the world especially the developing countries. Naturally, the message that the world organization should be restructured had come loud and clear at the summit »<sup>102</sup>.

Au niveau politique, le grand problème pour la période 1989-92 est, comme nous l'avons vu au chapitre III, de savoir où se situe le pouvoir dans le système international aujourd'hui. Pour

<sup>101</sup> *North South Issues: A Review of NAM Documents*, South Center, Op., cit, p.7.

<sup>102</sup> **Dip Narain Mishra**, *Restructuring the United Nations: U.S. vs NAM*, India Quarterly, vol.48, no.4, p.71.

éviter cette question épineuse, le groupe vise aujourd'hui non plus les puissances coloniales ou les dirigeants de blocs, mais les pays développés ou tout simplement ceux du Nord comme ceci est mentionné dans les textes des conférences lorsqu'on parle de dialogue Nord-Sud par exemple. Ce sont donc les pays développés qui, d'après les non-alignés, détiennent le pouvoir dans le système international aujourd'hui. Enfin, si on compare les deux périodes, on comprend vite que, sur le plan politique, le MPNA ne tente plus, faute de pouvoir le faire, d'influencer la répartition de la puissance dans le système international selon l'équation mentionnée plus haut. Néanmoins, il tente toujours d'influencer le processus décisionnel en relations internationales et ce, toujours par le biais des Nations-Unies, où les tentatives pour réformer ce forum international se poursuivent. Il tente toujours d'influencer un centre de pouvoir qu'il a désigné comme étant le Nord développé quant à l'octroi de l'aide au développement et à l'ingérence de ces derniers dans les affaires de plusieurs pays non-alignés. Sur ce dernier point, l'idée de souveraineté (son respect et le droit pour tous les États de pouvoir l'exercer en totalité) est toujours importante pour le mouvement.

#### **4.2.2. Fondements économiques**

Comme nous le montrent les résultats de notre courte analyse de contenu, les non-alignés accordent beaucoup d'importance aux thèmes économiques. Ainsi, R.S. Yadav souligne que «From a primarily political strategy of the 1950's and 1960's, followed by the new states, individually and collectively, the NAM has since 1970 transformed itself into a collective economic movement»<sup>103</sup>. Bien que nous ne soyons pas tout à fait d'accord avec ceci, cette citation démontre bien l'importance du fondement économique pour le mouvement dans la période 1989-1992. Notre désaccord sur la prévalence de l'orientation économique provient du

---

<sup>103</sup> R.S. Yadav, Op., cit., p.54.

fait que nous considérons les fondements économiques intimement liées aux fondements politiques et que les premiers dépendent des seconds. En effet, bien que les motivations économiques soient importantes pour le MPNA, ce dernier doit modifier le processus de prise de décision en relations internationales (fondements politiques) s'il veut apporter des changements dans l'ordre économique mondial. C'est d'ailleurs ce qu'il a fait et ce qui est souligné par Sally Morphet lorsqu'elle affirme que «Non-Aligned resolve to exert more influence on the U.N. system was expressed in their commitment to strengthening their U.N. coordinating, and their decision to establish a high-level working group on U.N. restructuring»<sup>104</sup>.

Mais quels sont ces problèmes économiques qui sont à la source même des fondements économiques du groupe en 1989-92? Ils sont sensiblement les mêmes qu'en 1955-61. Adoye Akinsanya<sup>105</sup> relève six caractéristiques économiques communes aux PNA. Premièrement, les PNA sont généralement des pays producteurs de matières premières dont l'extraction se fait chez eux et la transformation dans les pays développés. Ceci se traduit par un contrôle des économies des PNA par les pays développés i.e. soumis aux prix et à la demande des industries de transformation des pays développés. La deuxième caractéristique est la pression démographique que subissent la majorité voire même la totalité des PNA, ce qui a pour effet une surabondance de main d'oeuvre. La troisième caractéristique est que cette main d'oeuvre est économiquement arriérée, c'est-à-dire peu formée. Donc, il y a une surabondance de main d'oeuvre à faible niveau de productivité.

La quatrième caractéristique est la sous-utilisation, l'inutilisation ou la mauvaise utilisation de ressources naturelles abondantes dans la plupart des pays membres, faute de

---

<sup>104</sup> Sally Morphet, *The Jakarta summit*, International Relations, vol.11, no.4, p.376.

<sup>105</sup> Adoye Akinsanya, *Foreign Economic Control and Non-Alignement in Global Affairs*, Pakistan Horizon, vol 45, no.2, p.69-93.

capitaux et/ou de technologie adéquate. Ce qui nous amène à la cinquième caractéristique qui est la déficience en capitaux des PNA. Enfin, la dernière caractéristique soulignée par cet auteur est que la plupart des économies des PNA est largement orientée vers des marchés d'exportation qu'ils ne contrôlent pas et sans marchés internes pour compenser ou alléger les effets de ces remous économiques mondiaux. Ils sont donc sensibles et vulnérables aux changements économiques externes. On comprend pourquoi, après avoir énuméré ces caractéristiques, les fondements économiques du groupe sont importants pour la période 1989-92. Bref, comme nous le montrent ces six caractéristiques, la faiblesse des économies de la majorité des PNA maintient leur vulnérabilité à l'environnement économique mondial. Ce fait étant reconnu par les PNA, ces derniers s'engagent à tenter de modifier l'environnement économique mondial. Ainsi,

«Success, however, is not dependent merely on the soundness and efficacy of the policies themselves. It is also crucially dependent on a supportive global environment without which the best of policies can be undermined and frustrated...It is for this reason that any economic agenda for NAM must place a strong emphasis on the external economic environment for development and on the several elements that constitute such an environment»<sup>106</sup>.

#### 4.2.3. Fondements psychologiques

Encore en 1989-92, les fondements psychologiques du groupe sont largement les idées d'égalité et de liberté dont nous avons discuté au second chapitre. Les appels et les efforts du MPNA pour une démocratisation du processus de décision dans le système international sont toujours présents pour cette période. À ces idées vient se jumeler un autre sentiment qui était présent en 1955-61 mais qui n'était pas souligné et reconnu comme il l'est aujourd'hui. Ce sentiment, c'est celui de marginalisation des pays du Tiers-monde dans le système international. En effet, ce sentiment était amoindri à l'époque de la guerre froide, du fait que le Tiers monde était l'enjeu de la compétition entre les deux blocs. De ce fait, les PNA ne se sentaient

---

<sup>106</sup> *The Continuing Rational for the Non-Aligned Movement*, South Letter, No.15, automne 1992, p.11.

marginalisés que dans la mesure où ils étaient victimes de cette compétition, d'où le désir de se regrouper et de lancer des appels à l'égalité et à la liberté. Mais aujourd'hui, cette compétition est disparue. Les PNA ne sont plus l'enjeu stratégique qu'ils étaient dans l'affrontement Est-Ouest. Ils sont donc effectivement marginalisés et ce sentiment pousse même certains auteurs comme R.S. Yadav<sup>107</sup> à affirmer que cette marginalisation peut mettre en danger la souveraineté de ces États.

C'est d'ailleurs ce qui transpire des appels à la démocratisation du processus de prise de décision dans le système international où les PNA affirment implicitement qu'ils ne veulent pas être tenus à l'écart des décisions qui les touchent. On peut souvent lire quelque chose comme suit : «If solutions to the problems of institutional change in the UN are to command general support and respect, they will need to be derived through a democratic process of debate and negotiations, and be inspired by a collective interest and vision of a better future for all of the world's people»<sup>108</sup>. C'est aussi ce qui transpire des textes de conférences lorsque le MPNA dénonce le néocolonialisme et le néo-impérialisme, le contrôle de l'économie mondiale par les pays développés etc. Cette peur de la marginalisation est aujourd'hui une des bases importantes du maintien du MPNA. La citation qui suit résume bien ceci : «Only by menace of a collective stance can countries of the South expect to wield influence in the global scene, transcend their situation as helpless onlookers unable to change the course of events and processes, or attain their shared objectives»<sup>109</sup>.

---

<sup>107</sup> R.S. Yadav, Op., cit.

<sup>108</sup> *The United Nations at a Critical Crossroads*, South Centre, Genève, août 1993, p.6.

<sup>109</sup> *Non-Alignment in the 1990's*, South Centre, Genève, août 1993, p.4.



### 4.3. La vérification des hypothèses

Nous ne reviendrons pas en détail sur les manifestations et la composition du groupe pour la période 1989-92 car nos résultats seraient les mêmes qu'au second chapitre. Selon les typologies utilisées au second chapitre, on pourrait dire que la structure sert toujours de cadre et que cette structure a été renforcée durant la période 1989-92 par des appels pour la création de comités de haut niveau; ces comités étudient les moyens à prendre pour démocratiser les Nations-Unies, pour faire pression sur les pays développés et pour assurer une coopération plus étroite avec le groupe des 77. On pourrait toujours, comme au second chapitre, qualifier le groupe «d'organisation politique spécialisée» puisqu'en 1989-92, le groupe n'utilise toujours pas de techniques de camouflage et que l'objectif est toujours centré sur l'égalité souveraine de tous les États. Enfin, par ses appels au bon fonctionnement du système international, le groupe peut encore être qualifié d'intégrateur social. Bref, il cadre toujours, pour la période 1989-92, dans les grilles d'analyses réservées à l'étude des groupes de pression.

Suite à ces observations, qu'en est-il des hypothèses que nous avons avancées au troisième chapitre? La première : il y aurait des changements dans l'importance accordée à chacun des thèmes retenus. Sur ce point, les résultats de notre analyse de contenu sont concluants. Le thème de développement économique a acquis une grande importance en 1989-92 comparativement à 1955-61. En effet, entre ces deux périodes, le colonialisme a été largement réduit et, suite à la guerre froide, on a vu les grandes puissances se retirer tranquillement (sauf pour l'URSS/Russie) de leurs positions stratégiques. C'est le néocolonialisme (thème que nous n'étudions pas dans ce travail) qui a pris la relève et qui est aujourd'hui dénoncé par le MPNA. Ce néocolonialisme se manifeste surtout dans le contrôle des économies des pays en voie de développement par les pays développés. Voilà en partie pourquoi tant d'importance est aujourd'hui accordée au développement économique. Quant à la sécurité

mondiale, elle maintient son importance, mais ce thème est davantage lié à celui du développement économique.

Notre deuxième hypothèse : «se maintenir et exercer de la pression devrait être plus difficile» pour la période 1989-92. Cette hypothèse est en partie vraie. Le groupe a en effet traversé une période de crise d'identité qui ne s'est réglée qu'à Jakarta en septembre 1992. Avant Jakarta, l'Égypte, un des fondateurs du groupe, avait proposé la fusion de ce dernier avec le groupe des 77. Cette proposition a reçu un vote non favorable lors de la dixième conférence ministérielle d'Accra au Ghana en septembre 1991<sup>110</sup>. De plus, l'Argentine s'est retirée du groupe des non-alignés le 19 septembre 1991 sous prétexte que le groupe n'avait plus sa raison d'être<sup>111</sup>.

Outre ces deux exemples qui soulignent la crise identitaire du groupe, les déclarations politiques avancées à Belgrade en 1989 sont confuses. On peut lire que le groupe «stressed the strengthening of human rights as one of the fundamental goals of the movement's modernized platform and strategy», qu'il avait «firm intention to join in the decisive world political developments» et que «new international order remained the central goal of the organization»<sup>112</sup>. Mis côte à côte, ces extraits indiquent la confusion qui prévalait dans le discernement des préoccupations centrales du groupe. En effet, si on a un objectif fondamental, une intention ferme et un objectif central lequel prévaut? En 1989, le groupe a aussi beaucoup de difficulté à identifier quelles sont les grandes puissances et où se trouve le pouvoir dans le système international. Les pays développés ne sont pas encore identifiés comme étant expressément les détenteurs du pouvoir comme c'est le cas à Jakarta.

<sup>110</sup> *Keesing's Record of World Events*, News digest of September 1991, vol.37, p.38458.

<sup>111</sup> *Keesing's Record of World Events*, News digest of September 1991., p.38458.

<sup>112</sup> *Keesing's Record of World Events*, News digest of September 1989, vol.35.

En 1992, à Jakarta, le groupe parvient à se redéfinir, ce qui infirme en partie notre deuxième hypothèse et en totalité notre troisième hypothèse qui portait sur la viabilité du groupe. Bien que le groupe se soit cherché pendant quelques temps, il a réussi à redéfinir quelles sont les grandes puissances qui gouvernent le système international en désignant les pays riches et industrialisés ( entre autres, le G-7). Déjà, à Accra, on faisait cette constatation en affirmant que «...the emerging New World Order was in fact a continuum of the familiar superpower monopoly, in that the 4000 million peoples in the developing countries were still being crushed and undermined by the economic interests of the developed world»<sup>113</sup>. Les analyses que nous avons effectuées plus haut infirment notre troisième hypothèse. Le groupe, tel qu'il s'est redéfini à Jakarta, est bel et bien viable et en vie.

#### **4.4. Le retour des non-alignés et les nouveaux problèmes**

##### **4.4.1. Les raisons de la troisième hypothèse**

Notre troisième hypothèse, nous l'avons vu, est fautive. K.P. Misra<sup>114</sup> avance deux raisons pour lesquelles on peut être amené à avoir ce «sentiment» de non-viabilité du mouvement. Il y a tout d'abord la crise d'identité qui a secoué le MPNA avec l'effondrement de l'URSS, les transformations politiques dans les pays de l'Est et, ensuite, il y a le fait que «The elements of soft power (such as books, journals, popular medias, universities research institutions) play a dominant role in shaping perceptions...this has been and continues to be a

---

<sup>113</sup> **Keesing's Record of World Events**, News digest of September 1991, vol 37, p.38458.

<sup>114</sup> **K.P. Misra**, *Non-Aligned Movement Back on the Rails: A Study of the Jakarta Summit*. International Studies, vol.30, no.1-2.

handicap in evaluating the work of the NAM»<sup>115</sup> . Cette fausse image quant à la pertinence et la viabilité du mouvement est d'ailleurs dénoncée par celui-ci. Ainsi,

« Prior to the start of the Summit, media coverage in the industrial countries tended to dismiss the forthcoming Summit as an event of little relevance, offering little more than an occasion for anti-Western rhetoric. Moreover, journalists and commentators often repeated the view that the demise of one superpower removed the *raison d'être* of the Non-Aligned Movement...with one or two rare exceptions, serious media discussion of the role of NAM was conspicuous by its absence and there was little in-depth analysis of the important economic and political issues raised during the Summit»<sup>116</sup>

Beaucoup d'ouvrages consultés ( entre autres celui de Philippe Braillard) nous ont influencé, à tort, à avancer ce genre d'hypothèse quant à la viabilité du groupe dans le «nouvel ordre mondial», voire même dans le nouveau désordre si l'on se rapporte au chapitre III. En 1992 toutefois, le MPNA avait une idée plus claire de l'organisation du système international et du rôle qu'il pouvait jouer dans ce système.

#### 4.4.2. Les nouveaux enjeux

Le lecteur connaît maintenant «le» nouvel enjeu pour les non-alignés, enjeu mentionné au troisième chapitre. Il s'agit de la construction du nouvel ordre mondial. Ainsi, «...perhaps the most important task before the Jakarta Summit was to express its opinion on the New World Order, specifically on the kind of world order that would be in the interest of the member countries of NAM. Its immediate response was that the non-aligned countries would not just sit on the periphery and watch the situation»<sup>117</sup> . L'idée, à la naissance du groupe, était d'exercer leurs droits souverains au sein du système bipolaire. Aujourd'hui, l'idée est de construire un

<sup>115</sup> K.P Misra Op. cit.,p.1.

<sup>116</sup> *Northern Media Images of NAM* , South Letter, No.15, automne 1992, p.13.

<sup>117</sup> K.P. Misra, Op., cit., p.2.

ystème qui permette l'exercice égal de la souveraineté pour tous les États.

Pour la réalisation de ce nouvel ordre désiré par les PNA, des efforts doivent être faits et de nouveaux problèmes se posent. La dimension économique prend plus d'importance, l'environnement est lié aux problèmes de développement et le MPNA se penche de plus en plus sur les problèmes environnementaux. L'élimination des armes nucléaires est toujours revendiquée et l'idée de réduction d'armement est de plus en plus liée à l'idée de développement. Les PNA cherchent à démocratiser les Nations-Unies, combattre le terrorisme, et ils avancent l'idée «d'un seul monde», plutôt que plusieurs, comme le laisse entendre la désignation tiers monde etc...

Ce sont tous des éléments qui forment aujourd'hui les bases du non-alignement et ces «nouveaux problèmes» renforcent le besoin de ces pays d'améliorer la coopération entre eux. Le groupe des non-alignés existe déjà et il peut servir à cette coopération si souhaitable. Les quelques citations suivantes illustrent bien l'utilité du non-alignement quant à la possibilité de participer à la construction du nouvel ordre mondial, ses capacités quant à la coopération Sud-Sud etc.

«Thus, in the changed world order, relevance of NAM has further increased rather than diminished as wrongly propagated by some scholars and politicians. However, there is a need for developing a new perspective on it in the changed international relations»<sup>118</sup>.

«While arguing that non-alignement was a response to bipolarity in the 50's, it is our belief that non-alignement is now a reaction to underdevelopment. And to be able to mediate between the former Superpowers effectively since fundamental differences still exist

---

<sup>118</sup> R.S. Yadav, Op., cit., p.62.

between them, it is essential for non-alignment nations to assert effective control over their own economies»<sup>119</sup> .

«...with the passage of time, as new challenges come up, NAM's scope and role are broadened. In the view of the inflexible attitude of the North, it does not seem likely that North-South polarization will end in any foreseeable future. In the meantime the South-South cooperation should be widened and deepened .»<sup>120</sup>

Pour reprendre l'expression de K.P Misra, après la Conférence du sommet de Jakarta, le groupe s'était remis sur les rails. La période de confusion qui a régné suite à la disparition de l'une des deux superpuissances n'a été, semble t-il, que le reflet de la confusion générale qui régnait dans le système international à la suite de cet événement.

Enfin, nous débordons quelque peu du cadre de la recherche pour souligner quelques exemples de résultats qui sont attribuables en partie aux pressions exercées par le MPNA. Au niveau interne d'abord, la prise de conscience chez les États membres de ce mouvement, du travail qu'ils peuvent accomplir et du résultat potentiel qu'ils peuvent obtenir en étant regroupés vis-à-vis leurs revendications a donné naissance à une multitude d'organismes et de conférences destinés à élaborer et à mettre au point des mécanismes de coopération et des stratégies communes afin que leur pression sur le système international soit plus efficace. Le plus récent exemple de ce genre «d'outillage» dont se dotent les pays du Sud fut la création du «South Centre» formellement établi le 31 juillet 1995 à Genève. Les objectifs du «South Centre» sont :

1. To promote South solidarity, South consciousness and mutual knowledge and understanding among the countries and peoples of the South;
2. To promote various types of South-South cooperation and action, South-South links, networking and information exchange; to co-operate to these ends with concerned groups and persons who are willing and able to exchange ideas and/or to work together with the Centre for a common purpose;

<sup>119</sup> Adoye Akinsaya, Op., cit, P.93.

<sup>120</sup> Shamem Akthar, *From Belgrade to Belgrade*, Pakistan Horizon, vol. 42, no. 3-4, p.42.

3. To contribute to South-wide collaboration in promoting common interests and coordinated participation by developing an international fora dealing with South-South and North-South matters, as well as with other global concerns;
4. To contribute to better mutual understanding and co-operation between the South and the North on the basis of equity and justice for all, and to this end to the democratization and strengthening of the United Nations and its family of organizations;
5. To foster convergent views and approaches among the countries of the South with respect to global economic, political and strategic issues related to evolving concepts of development, sovereignty and security;
6. To make continual efforts to develop and maintain links with interested individuals of proven achievement and with intergovernmental and non-governmental organizations, particularly of the South, and with academic and research bodies, as well as with international and national entities;
7. To give all developing countries and interested groups and persons access to the Centre's publications and to the results of its work, regardless of membership, for the use and benefit of South as a whole.

Source : South Centre, «Laying New Foundations», Genève, 1994.

Au niveau externe, la pression des États du sud regroupés au sein d'organisation tel le mouvement des PNA a aussi résulté dans la création d'organismes et de conférences chargés de défendre et de promouvoir les intérêts des États membres de ces groupes. À titre d'exemple, il y a eu, en 1964, la création de la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED). La CNUCED est une réponse au GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) qui, aux yeux des États moins développés, était «...gardien d'un ordre commercial imposé par les puissances occidentales et conformes à leurs intérêts spécifiques»<sup>121</sup>.

L'objectif de la CNUCED est double:

- Réaménager la coopération internationale pour l'instauration de relations plus équitables entre le Nord et le Sud, l'amélioration des conditions et des modalités de l'aide, l'intensification des relations Sud-Sud, etc...
- Restructurer, revitaliser le commerce international au service de la croissance et du développement, dans un environnement plus prévisible, plus sûr et plus équitable<sup>122</sup>.

Quant à vérifier l'efficacité de ces moyens dont se sont dotés les États regroupés au sein d'organismes tels le MPNA, ceci serait une deuxième partie du travail à laquelle nous pourrions

<sup>121</sup> René Sandretto, Le commerce international, Armand Colin, Paris, 1989, p.44.

<sup>122</sup> Ibid., p.45.

appliquer la méthode qui consiste à considérer le MPNA comme un groupe de pression car il existe dans cette méthode des analyses qui permettent d'évaluer la pression exercée. Toutefois, ceci déborde largement le cadre de notre travail.



## CONCLUSION

Le premier chapitre a démontré qu'il était possible de concevoir le MPNA comme un groupe de pression. Au deuxième et quatrième chapitres, le MPNA a été analysé comme s'il s'agissait d'un groupe de pression avec l'approche dite pluraliste. Cette analyse ne se limitait qu'aux fondements du mouvement et servait de démonstration par rapport aux constatations faites au chapitre premier. La preuve étant pour ainsi dire exposée, nous sommes en droit de nous poser la question suivante : Que nous apporte la constatation que le MPNA et possiblement d'autres groupes du genre (groupes qui réunissent des États) puissent être considérés comme un groupe de pression, à nous qui étudions les relations internationales? Ceci pose trois questions. Tout d'abord, qu'est ce que les études antérieures sur le non-alignement ont fait et n'ont pas fait. Ensuite, qu'est ce que notre étude apporte si on la compare à ces études. Enfin, quelles questions soulève cette comparaison.

La grande constatation qui se dégage lorsqu'on observe les travaux sur le non-alignement est la suivante : dans la majorité des cas, on part de la réponse (le mouvement) pour découvrir ou déduire questions qui la précèderaient. Philippe Braillard<sup>123</sup> part de la réponse qu'est le MPNA pour démontrer que le mouvement est un outil pour «répondre» au besoin des États membres de légitimer leur choix de politique étrangère. D. Colard et H. Labayle<sup>124</sup> partent de la réponse (le MPNA) et ils démontrent que les PNA existeraient en réponse à certains problèmes de sécurité internationale. Un livre intitulé Le non-alignement<sup>125</sup> est l'exemple classique des études faites sur le non-alignement. Dans cet ouvrage, le non-alignement est, par déduction, la réponse à la division du monde en blocs, au sous-développement, au désarmement etc... Bref, à tous les problèmes auxquels s'adresse le non-alignement.

---

<sup>123</sup> Philippe Braillard, Op., cit.

<sup>124</sup> D. Colrad et H. Labayle éds, *Paix et sécurité internationale*, S.D.E.D.S.I., Arès, 1988.

<sup>125</sup> *Le non-alignement*, Collectif Cetedim, Éditions La Découverte, Paris, 1985.

Il semble ironique qu'un phénomène des relations internationales ait été étudié avec la formule : réponse donc question ou, par exemple, quatre donc un plus trois et/ou deux plus deux et/ou deux fois deux etc... Seulement deux auteurs se sont détachés de cette manière de faire. Il s'agit de Peter Willets<sup>126</sup> qui, à partir d'observations empiriques (le pattern de vote du mouvement aux Nations-Unies par exemple) déduit que le mouvement est une manifestation de solidarité entre les États les moins puissants du système international. Bien que ce constat soit à mes yeux exact, c'est cette «manifestation» de solidarité qu'il restait à étudier; comment étudier cette manifestation de solidarité? Ce travail nous en a donné les moyens. Bahgat Korany<sup>127</sup> démontre quant à lui, qu'il peut être possible d'étudier le MPNA comme un sous-système. Il se donne et fournit, contrairement à la majorité des auteurs qui se sont penchés sur le non-alignement, un cadre d'analyse qui permet de partir des questions et d'arriver à la réponse qu'est le non-alignement et non l'inverse. Toutefois, il considère le non-alignement comme une forme de politique étrangère et sa question de départ est d'identifier, en traitant le MPNA comme un sous-système du système international, les raisons qui poussent chaque État individuellement à privilégier le non-alignement comme leur forme de politique étrangère. Son analyse s'applique pour étudier le niveau étatique, mais qu'en est-t-il au niveau du groupe? C'est ce que nous avons travaillé ici.

Ces études du MPNA ont malgré tout leur utilité. Elles forment une base de données et elles fournissent, malgré le cheminement explicatif sujet à une critique dans la plupart des cas, des éléments de réponses qui nous ont permis d'établir les fondements du MPNA. Il semble y avoir trois grandes erreurs imputables à la majorité des études faites sur le groupe des pays non-alignés. La première est fondamentale. Il s'agit du fait que beaucoup d'études sur le non-

---

<sup>126</sup> Peter Willets, Op., cit.

<sup>127</sup> Bahgat Korany, Op., cit.

alignement ont été faites en l'absence d'un cadre d'analyse précis. En effet, lorsqu'on tente de trouver les questions qui se rattachent à une réponse, le cadre d'analyse a tendance à s'établir au fur et à mesure qu'on trouve les questions. Dans l'étude de ce groupe, les auteurs tentent de trouver les problèmes auxquels le MPNA cherche à répondre, ils déduisent au fur et à mesure qu'ils découvrent ces problèmes, un cadre d'analyse qui sert à l'étude du groupe. Par exemple, plusieurs auteurs découvrent que le non-alignement est, à son origine, une réponse au conflit Est-Ouest. Ils en déduisent par conséquent que le MPNA doit être étudié dans le cadre de la guerre froide (un système bipolaire). Ceci entraîne, comme nous l'avons vu, la majorité d'entre eux à concevoir que sans guerre froide ou sans système bipolaire, il n'y a plus de cadre au sein duquel le mouvement peut évoluer alors que cela n'a pas été confirmé par l'analyse de faits.

Le deuxième problème est l'absence, dans plusieurs cas, d'un cadre théorique. La démarche qui consiste à trouver les questions à une réponse n'appelle pas l'utilisation d'un cadre théorique car avec ou sans un tel cadre, la réponse (le MPNA dans le cas étudié ici) est observable ainsi que les questions (les problèmes auxquels le mouvement cherche à répondre). Finalement, le MPNA (phénomène des relations internationales) est étudié avec peu ou pas de références aux théories des relations internationales. Même dans certaines études qui étudient le MPNA comme découlant d'un choix ou expliquant un choix des politiques étrangères des pays membres, on fait peu ou pas référence aux théories des relations internationales.

Enfin, il y a ce que souligne K.P. Misra<sup>128</sup> sur les éléments de «soft power». En effet, comment expliquer que le mouvement soit passé de 102 membres en 1989 à 106 membres en 1992? Comment expliquer la relance du mouvement à Jakarta en septembre 1992? La réponse (le mouvement) n'avait, semble-t-il, plus de questions auxquelles répondre. Les spécialistes des non-alignés avaient la conviction que le mouvement ne répondait plus à aucune question et cette conviction a, aux dires de K.P. Misra, failli plonger le mouvement dans une crise fatale puisque

les dirigeants du mouvement ont failli croire à ce que les spécialistes (provenant pour la plupart de pays développés) avaient avancé. Nous sommes presque tombés dans le piège de cette fausse conviction. C'est ce travail et l'adhésion au cadre d'analyse qu'il propose qui nous en ont empêché. Bref, cette manière de pensée par rapport au MPNA a entraîné une absence d'études récentes. En effet, si le mouvement n'a plus aucune pertinence, pourquoi l'étudier? La science est une constante remise en question. Or, pourquoi cette conviction n'a-t-elle pas été remise en question? Voilà la troisième grande erreur qu'ont faite la plupart des analystes. La réponse n'avait plus de questions (croyait-on), de là, le délaissement du sujet. Pourtant, un mouvement, fort de 106 États membres en 1992, devrait faire l'objet d'études de la part des politologues spécialement avec le nouveau mandat que le mouvement s'est donné : participer activement à la construction du nouvel ordre mondial; phénomène qui fait couler tant d'encre.

La première chose qui se remarque quant au court travail effectué ici, c'est que, contrairement à la majorité des études faites sur les non-alignés, nous proposons ici un cadre d'analyse préétabli et une base théorique. Le cadre d'analyse proposé est celui établi par les approches réservées à l'étude des groupes de pression qui incluent des grilles d'analyse des fondements d'un groupe (dans ce cas-ci, le MPNA), de sa composition, ses manifestations, ses structures, ses actions et des évaluations de ses activités. Ce ou ces cadres d'analyse, et surtout l'interprétation des résultats, peuvent varier selon la théorie utilisée. Nous savons quelles sont les trois grandes théories utilisées par les approches pour l'étude des groupes de pression : la théorie pluraliste, élitiste et marxiste et nous pouvons choisir celle qui nous semble convenir et justifier ce choix.

Le résultat de l'utilisation de cet outillage est qu'on suppose une question précise sur le groupe (dans notre cas, quels sont les fondements du MPNA) et qu'on arrive à des réponses par

---

<sup>128</sup> K.P. Misra, Op., cit.

un cheminement davantage logique et structuré plutôt que de partir de la réponse (le mouvement) pour en déduire des questions. Ce dernier cheminement entraîne des erreurs fondamentales. À l'appui de ceci, il y a le phénomène que nous avons noté, à savoir qu'aujourd'hui le MPNA ne répondrait plus à aucune question; donc ne serait plus viable alors que le contraire s'observe. Notre cheminement nous a permis de le constater, lorsqu'au quatrième chapitre, nous avons cherché à vérifier si le mouvement était viable dans l'ère post-guerre froide. Nous sommes arrivé à constater, en utilisant l'outillage fourni par le cadre d'analyse des études sur les groupes de pression, que le mouvement était bel et bien viable puisqu'il s'est redéfini par rapport aux nouvelles conditions qui existent aujourd'hui dans le système international.

La deuxième grande critique, quant aux études existantes, était que ces dernières faisaient l'étude des non-alignés sans utiliser des théories de relations internationales. Jusqu'ici, nous n'avons pas non plus, fait allusion à ces théories. Pourtant, ce qu'il y a d'intéressant avec les approches pour l'étude des groupes de pression, c'est la facilité avec laquelle elles peuvent être intégrées au corps des théories des relations internationales. Par exemple, selon notre méthode, nous avons utilisé l'approche pluraliste pour étudier les fondements politiques du groupe. Avec cette approche, nous sommes arrivé à la conclusion que le mouvement cherche à influencer le pouvoir en relations internationales (il cherche à redistribuer la puissance dans le système international en faveur des pays membres du mouvement). Cette idée est tout à fait compatible avec l'idée de «power politics» qui sous-tend les théories réalistes des relations internationales. Le mouvement cherche, par l'alliance qu'il s'est créée, à s'approprier une part plus importante de la puissance dans le système international; la fin justifie les moyens.

La théorie élitiste peut très bien, elle aussi, s'intégrer dans le corpus théorique du réalisme en relations internationales. Le groupe exerce, à un degré plus ou moins élevé, un certain pouvoir. Traduit en langage réaliste, le MPNA possède une part de la puissance mondiale

(si petite soit elle) et utilise cette puissance pour atteindre certains résultats; pour amener la communauté internationale à prendre certaines décisions.

L'élitisme et le pluralisme s'intègrent aussi très bien aux théories libérales des relations internationales. Que ce soit en influençant le pouvoir (théories pluralistes) ou en l'exerçant (théories élitistes) le MPNA cherche et avance l'idée de gains absolus dans l'élimination des disparités économiques, des armes nucléaires etc... C'est dans cet esprit de gains absolus que le mouvement prône la coopération internationale. Enfin, les thèses marxistes qui servent à l'étude des groupes de pression s'intègrent très bien aux thèses marxistes pour l'étude des relations internationales. Sur ce, l'utilisation des approches marxistes pourraient être probantes quant à l'étude des fondements du mouvement qui ont rapport au colonialisme, néocolonialisme, impérialisme et néo-impérialisme en relations internationales.

Le cadre théorique de l'étude d'un tel groupe en relations internationales peut donc être élargi dans les deux sens. C'est-à-dire que les théories des relations internationales peuvent utiliser et intégrer les approches (les théories) pour l'étude des groupes de pression pour expliquer ce genre de phénomène (le MPNA). Inversement, les théories pour l'étude des groupes de pression peuvent utiliser les théories des relations internationales pour expliquer les fondements, actions etc. du groupe par niveau d'analyse. Par exemple, dans le cas du MPNA, les appels à la coopération économique et les gains absolus qui en découlent peuvent très bien être expliqués par les théories libérales des relations internationales. Également, les points qui traitent de colonialisme, néocolonialisme etc. pourraient être expliqués par les théories marxistes des relations internationales. Enfin, sur les fondements politiques, la théorie réaliste pourrait être intégrée aux approches pour l'étude des groupes de pression pour les expliquer. Le cadre analytique proposé par ce genre de méthode est, selon moi, plus rigoureux que ce qu'il n'a été pour la plupart des études qui ont traité le non-alignement.

La troisième grande critique formulée quant à l'étude du MPNA était le manque d'études récentes et surtout le manque d'études récentes non normatives. Le court travail effectué ici est, en lui-même, une tentative de combler cette lacune. Il utilise un cadre d'analyse préétabli, un cadre théorique et des observations empiriques qui permettent une conclusion non normative. Naturellement, ma vision du monde y est imprégnée et l'objectivité parfaite est quasi inatteignable. Mais le travail ici ne se propose pas de dire ce que les non-alignés devraient ou ne devraient pas faire, il observe ce que le groupe fait.

Enfin, et c'est là une réponse à une critique que nous n'avons pas encore formulée mais qui est réelle, l'exercice que nous proposons ici, permet d'étudier le MPNA comme un tout. Plusieurs des travaux réalisés sur le non-alignement n'en font que l'étude partielle. On y étudie l'aspect de sécurité internationale (D. Colard et H. Labayle), la reconnaissance d'un groupe (Peter Willets), la part du mythe (P. Braillard), la justification d'un choix de politique étrangère (Steve R. David), etc... Le genre de travail proposé ici permet l'étude de l'ensemble du mouvement en partant de ses fondements (ce que nous avons fait), jusqu'à l'évaluation des résultats de ses actions.

Tout ceci ouvre un nouveau champ de recherche pour l'étude de la coopération internationale. La notion que ce sont des intérêts communs qui poussent les États à coopérer entre eux n'est pas nouvelle. Ce qui est nouveau, c'est l'utilisation du matériel fourni par les grilles d'analyses réservées à l'étude des groupes de pression pour expliquer la coopération inter-étatique. L'utilisation de ce matériel apporte plusieurs avantages que nous avons déjà soulignés mais cela pose aussi plusieurs questions sur lesquelles il faudra se pencher en tant que chercheur.

Ce travail se veut donc une constatation du fait qu'un groupe d'États, dans certaines conjonctures (s'il répond aux six critères d'éligibilité), peut être considéré comme un groupe de pression et que la coopération qui s'établit dans ce cas peut être expliquée en partie ou en totalité

à l'aide des grilles d'analyse réservées à l'étude des groupe de pression. Cette constatation ouvre de nouvelles portes qui cachent de nouveaux défis. On peut, en connaissant les critères qui caractérisent un groupe de pression, chercher à prédire quand un groupe d'États agira comme groupe de pression. Par exemple, dans certaines conjonctures, l'OTAN a peut être, à certains moments de son histoire, réuni les six critères pour être considéré comme un groupe des pression. Ses actions, à ce moment donné, peuvent donc être expliqués comme des actes de pression. La coopération de ses membres peut alors avoir été identique à la coopération que l'on retrouve entre membres d'un groupe de pression. À partir de ces études historiques, on pourrait chercher à prédire quand un regroupement d'États pourrait agir comme un groupe de pression.

Une autre question, celle-ci critique, que tout ceci soulève est : si nous pouvons considérer un groupe d'États comme un groupe de pression est-ce parce que les critères d'éligibilité sont si «englobants» que tout regroupement peut être considéré comme un groupe de pression? Certains chercheurs pourraient tenter de démontrer que c'est le cas et que, par conséquent, il faut chercher à parfaire ces critères de manière à être plus précis dans l'identification d'un groupe de pression.

Pour le moment, par contre, les critères existants nous permettent de constater ce que nous venons d'exposer. Ce travail ouvre donc de nouvelles voies pour expliquer la coopération internationale, il ajoute au bassin de réponses de chaque école de pensée en relations internationales; il pose de nouvelles problématiques et de nouvelles voies de recherches que ce soit à l'appui ou non de ce qui a été démontré ici.





## BIBLIOGRAPHIE

- Akinsanya Aduye**, *Foreign Economic Control and Non-Alignment in Global Affairs.*, Pakistan Horizon, vol.,45., no.2 p.69-93.
- Akthar Shamem**, *From Belgrade to Belgrade*, Pakistan Horizon, vol.,42, no.3-4.p.121-134.
- Allison Roy and Williams Phil**, The Soviet Strategy and the Strategy of Non-alignment in the Third World, Cambridge University Press, Cambridge, 1988.
- Aron Raymond**, Paix et guerre entre Nations, 8ième édition, Calman-Lévy, Paris, 1984.
- Aron Raymond**, Démocratie et totalitarisme, Éditions Gallimard, Paris, 1965.
- Basso Jacques A.**, Les groupes de pression, Presses universitaires de France, Collection Que sais-je?, Paris, 1983.
- Braillard Philippe**, Mythe et réalité du non-alignement, Presses universitaires de France, Paris, 1987.
- Bunce Valérie**, *The Empire Strikes Back; the Evolution of Eastern Europe from a Soviet Asset to a Soviet Liability*, International Organization, XXIX, 1985, p.1-46.
- Chand Attar**, Non-aligned States: A Great Leap Foward, UPH Publishers, Delhi, première édition, 1983.
- Chand Attar**, Nonaligned Solidarity and National Security, VDH Publishers, Delhi, 1983, p. 22.
- Charvin R., et P.F.Gonidec**, Relations internationales, Éditions Montchrestein, 3è édition, Paris, 1981.
- Collection Cetedim**, Le non-alignement, Éditions La Découverte, Paris, 1985.
- Colard D., et H Labayle**, Paix et sécurité internationale, S.D.E.D.S.I., Arès, 1988.
- Denquin Jean-Marie**, Science politique, Presses universitaires de France, Paris, 1989.
- Nation unies**, *Document A/44/551*, 29 sept 1989
- Nations unies**, *Document A/47/675* 18 nov. 1992.
- Edwards D.V.**,International Political Analysis, Holt Reinhard and Winston Inc. New York, 1970.
- Etinger David**, NAM History and Reality, Allied Publishers Private Limited, New Dehli, 1987.
- Freedman Lawrence**, *Order and Disorder in the New World*, Foreign Affairs, vol.71, no.1.p.20-37.

- Funabashi Yoichi**, *Japan and the New World Order*, Foreign Affairs, vol.70, no.5.p.58-74.
- Gilpin Robert**, *War and Change in World Politics*, Cambridge University Press, Cambridge, 1981.
- Haddar Leon T.**, *What Green Peril?* Foreign Affairs, vol.72., no.2.p.27-42.
- Jackson Richard L.**, *The Non-Aligned, the U.N. and the Superpowers*, Praeger Scientific, Toronto, 1983.
- Jankovitsh Odette and Karl P. Sauvant**, *The Third World Without Superpowers*, vol.1, Oceanian Publication Inc., Dubbs Ferry, New York.
- Keesing's Record of World Events**, *News Digest of September 1991* vol.37.p.38458-459.
- Keesing's Record of World Events**, *News Digest of September 1989*, vol.35.p.36907.
- Kennedy Paul** , *The Rise and Fall of Great Powers*, Unwin Hyman Ltd, London, 1988.
- Korany Baghat**, *Social Change, Charisma and International Behavior*, Institut universitaire des hautes études internationales, A.W. Sijthoff-Leider, Genève, 1976.
- Krauss Lawrence B.**, *Change in the International System: the Pacific Bassin*, The Annals of the American Academy of Political and Social Science, vol.517 , septembre 1991.p.105-116.
- Krauthammer Charles**, *The Unipolar Moment*, Foreign Affairs, vol. 70, no.1.p.23-33.
- Laïdi Zaki**, *Le système international : un double relâchement*, L'État du monde 1993, Éditions la Découverte, Montréal, 1993.
- Minc Alain**, *Le nouveau moyen-âge*, Éditions Gallimard, Paris, 1993.
- Misra K.P.** *Nonaligned Movement Back on the Rails*, International Studies, vol.30, no.1.p.1-14.
- Mishra Dip Narain**, *Restructuring the United Nations : U.S. vs NAM*, India Quarterly, vol.48, no.4.p.71-76.
- Morphet Sally**, *The Jakarta Summit*, International Relations, vol.11, no.4.
- Mundell Robert A. and Alexander K. Swoboda**, *Monetary Problems of the International Economy*, Chicago University Press, Chicago, 1969.
- Pfaff William**, *Redefining World Power*, Foreign Affairs, vol.70, no.1.p.34-48.
- Pfaltzgraff Robert L. Jr.**, *The Emerging Global Security Environment*, The Annals of the American Academy of Political and Social Science, vol.517, septembre 1991.p.10-24.

- Rajam M.S.** Nonalignment and the Nonaligned Movement, Vikas Publishing House, New Delhi, 1990.
- Recueil de documents**, Nouvel ordre mondial et non-alignement, Bandoung/Bagdhad, 1955-1982, éditions du monde Arabe, Paris, 1982.
- Review of International Affairs**, no.491, septembre 1970.p.20-28.
- Roche Jean-Jacques**, Le système international contemporain , édition Montchrestein, Paris, 1992.
- Rosenau James N.**, *Le nouvel ordre mondial : forces sous-jacentes et résultats*, Études internationales, vol.23, no.1.p.9-36.
- Sandretto René**, Le commerce international, Armand Colin, Paris, 1989.
- South Centre**, *Laying New Foundations*, Genève, 1994.
- South Centre**, *Enhancing the Economic Role of the United Nations*, Genève, octobre 1992.
- South Centre**, *North-South issues: A review of NAM Documents*, South Letter, no.15, automne 1992.
- South Centre**, *The Continuing Rational for the Non-Aligned Movement*, South Letter, no.15, automne 1992.
- South Centre**, *The United Nations at Critical Crossroads*, Genève, août 1993.
- South Centre**, *Non-Aligned Movement in the 1990's*, Genève, août 1993.
- South Centre**, *Northern Media Image of NAM*, South Letter, no. 15, automne 1992.
- Talbott Strobe**, *Post Victory Blues*, Foreign Affairs, vol.71, no.1.p.53-69.
- Waltz Kenneth N.**,Theory of International Politics, Addison Wesley, Reading Mass., 1979.
- Willets Peter**, The Non-Aligned Movement, Nichols Publishing Co., New York, 1978.
- Wooton Graham**, Interests Groups, Publication universitaire de France, 1ère édition, Paris , 1985.
- Wright Martin**, Power Politics, Leicester University Press, Leicester, 1978.
- Yadav R.S.**, *NAM in the New World Order*, India Quarterly, vol.49. no.3.p.47-68.

## ANNEXE I

### Liste des pays membres en 1961

Afghanistan	Chypre	Guinée	Mali	Somalie
Algérie	Congo	Inde	Maroc	Soudan
Arabie Saoudite	Cuba	Indonésie	Népal	Tunisie
Birmanie	Ethiopie	Irak	République Arabe Uni	Yémen
Cambodge	Ghana	Liban	Sri Lanka	Yougoslavie

### Liste des pays membres en 1989

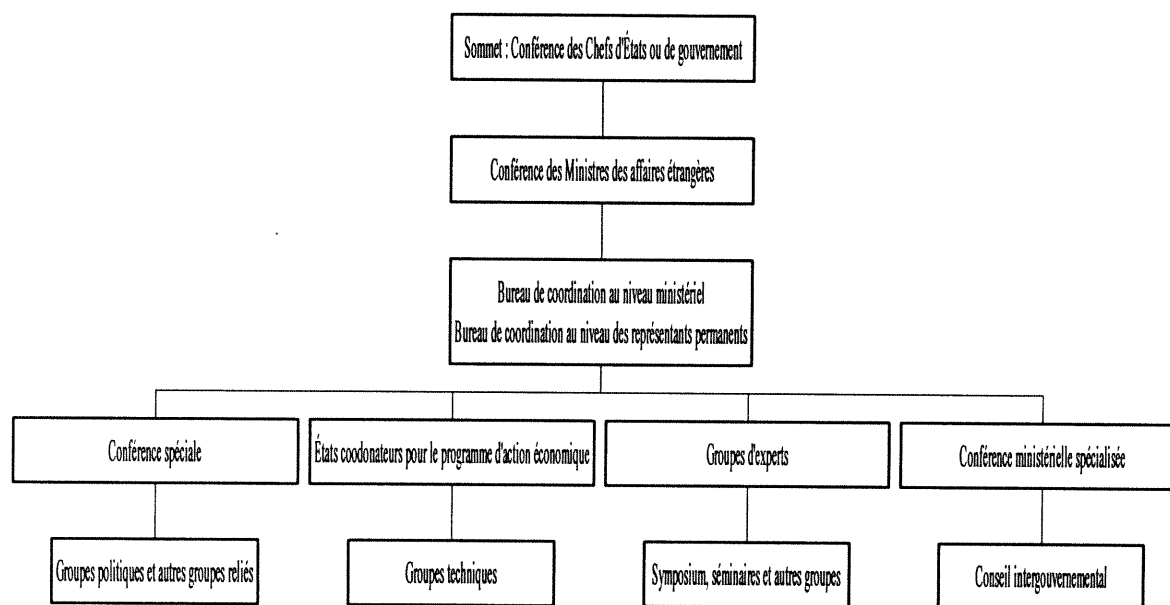
Afghanistan - Algérie - Angola - Arabie Saoudite - Argentine - Bahamas - Bahrain - Bangladesh  
 Barbade Belize - Bénin - Bhoutan - Bolivie - Botswana - Burundi - Cambodge - Cameroun - Cap  
 Verts - Chypre Colombie - Comores - Congo - Corée du Nord - Côte d'Ivoire - Cuba - Djibouti  
 Egypte - Emirats Arabes Unis - Equateur - Ethiopie - Gabon - Gambie - Ghana - Grenades  
 Guinée - Guinée - Bissau - Guinée-Equatoriale- Guyane - Haute Volta - Inde - Indonésie - Irak  
 Iran - Jamaïque - Jordanie - Kenya - Koweït Laos - Liban - Lesotho - Liberia - Libye  
 Madagascar Malaisie - Malawi - Maldives - Mali - Malte - Maroc Mauritanie - Maurice -  
 Mozambique - Népal Nicaragua - Niger - Nigeria - OLP - Oman - Ouganda - Pakistan - Panama -  
 Pérou - Qatar République Centrafricaine - Rwanda - Sao Tome - Sénégal - Seychelles - Sierra  
 Leone Singapour - Somalie - SWAPO- Sri Lanka - Soudan - Ste-Lucie - Surinam - Swaziland -  
 Syrie Tanzanie - Tchad - Togo - Trinidad et Tobago - Tunisie - Vanatu - Venezuela - Yémen  
 Nord Yémen Sud - Yougoslavie - Zaïre - Zambie - Zimbabwe.

### Liste des conférences au sommet du MPNA

Conférence de Belgrade 1961	Conférence de la Havane 1979
Conférence du Caire 1964	Conférence de New Delhi 1983
Conférence de Lusaka 1970	Conférence de la Havane 1986
Conférence d'Alger 1973	Conférence de Belgrade 1989
Conférence de Colombe 1976	Conférence de Jakarta 1992

## ANNEXE II

### Structure organisationnelle du groupe des États non alignés



### ANNEXE III

#### Les critères d'admission pour être membre du groupe des PNA

1. Le pays voulant adhérer au groupe des non-alignés doit avoir adopté une politique indépendante basée sur la coexistence des États ayant différents systèmes politiques et sociaux ainsi que sur le non-alignement ou doivent au moins être en train de démontrer une tendance en faveur d'une telle politique.
2. Le pays concerné doit appuyer de manière consistante les mouvements d'indépendance nationales.
3. Le pays ne doit pas être membre d'une alliance militaire multilatérale conclue dans le contexte de conflits entre grandes puissances.
4. Si un pays a une entente militaire bilatérale avec une grande puissance ou s'il est membre d'un pacte de défense régional, cette entente ou ce pacte ne doit pas avoir été délibérément conclu dans le cadre de conflits entre grandes puissances.
5. Si le pays a concédé des bases militaires à une puissance étrangère, la concession ne doit pas avoir été faite dans le contexte de conflits entre grandes puissances.

## ANNEXE IV

### Les dix principes de bases du non-alignement

1. Respect des droits humains fondamentaux en conformité avec les buts et les principes de la Charte des Nations-Unies.
2. Respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de toutes les nations.
3. Reconnaissance de l'égalité de toutes les races et de l'égalité de toutes les nations petites et grandes.
4. Non-intervention et non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays.
5. Respect du droit de chaque nation de se défendre individuellement ou collectivement conformément à la Charte des Nations-Unies.
6. A) Refus de recourir à des arrangements de défense collective destinés à servir les intérêts particuliers des grandes puissances quelles qu'elles soient.  
B) Refus par une puissance quelle qu'elle soit d'exercer une pression sur d'autres.
7. Abstention d'acte ou de menace d'agression ou de déploiement de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un pays.
8. Règlement de tous les conflits internationaux par des moyens pacifiques, tels que la négociation ou la conciliation, l'arbitrage ou règlement devant tribunaux, ainsi que d'autres moyens pacifiques que pourront choisir les pays intéressés, conformément à la Charte des Nations-Unies.
9. Encouragement des intérêts mutuels et coopération.
10. Respect de la justice et des obligations internationales.



## ANNEXE V

Sur le sujet des territoires coloniaux portugais d'Afrique la conférence

1. Demande instamment aux participants d'accorder tout l'appui matériel, financier et militaire nécessaire aux combattants de la liberté dans les territoires sous domination coloniale portugaise.
2. Estime qu'il convient d'appuyer le gouvernement révolutionnaire de l'Angola en exil et les mouvements nationalistes en lutte pour l'indépendance des colonies portugaises et d'aider le Bureau spécial créé par l'Organisation de l'unité africaine en ce qui concerne l'application de sanctions contre le Portugal.
3. Demande à tous les États participants de rompre les relations diplomatiques et consulaires avec le gouvernement portugais et de prendre des mesures efficaces pour suspendre toutes relations commerciales et économiques avec le Portugal.
4. Demande aux pays participants de prendre toutes les mesures pour obliger le Portugal à appliquer les décisions de l'Assemblée générale des Nations-Unies.
5. Lance un appel pressant aux puissances qui accordent au Portugal leur aide et leur assistance militaire pour qu'elles lui retirent cette aide et cette assistance.